

ESPACE de libertés

Magazine du Centre d'Action Laïque / MAI 2013 / N°419

Avanti populismo!

La femme
est l'avenir
du Maroc

Le trou
du précompte professionnel



3 Éditorial

Entre mémoire et futur...

4 Droit de suite

7 Libres ensemble

Précompte professionnel

Quand le débat sur les salaires bute sur un obstacle imprévu se chiffrant à 9 zéros, il n'est pas inutile de nuancer.

SOS Viol, œuvre en péril ?

L'ex-ministre Cerexhe a réduit la subvention de la seule association francophone venant en aide aux femmes violées. Pourquoi ? Mystère, il refuse de répondre à nos questions.

La femme, avenir du Maroc

Jean Bernard est parti à la rencontre de ces féministes qui poussent le Maroc vers une société plus ouverte. Et cela surprend.

Quand les médecins appellent les rebouteux

Le plus terre-à-terre des rationnels doit se rendre à l'évidence : des guérisseurs agissent à distance pour soigner les brûlures. Et ça marche.

L'IVG en danger

Rien n'est jamais acquis, disait le poète. C'est vrai aussi en matière d'avortement, malgré le bouclier de la loi. Un colloque du CAL est venu le rappeler fort opportunément.

24 Europe

Aphrodite dans les affres

Chypre, fleur méditerranéenne, terre d'asile (fiscal), riche et ruinée, et toujours coupée en deux comme si le Mur de Berlin n'était jamais tombé. Que font les papes ?

31 Monde

Les altermondialistes face aux luttes syndicales

La laïcité a porté son message de paix et de concorde au cœur du Forum Social Mondial de Tunis. Sur place, la réalité sociale est encore loin du printemps...

Pas de malaise en Malaisie ?

34 Dossier: Avanti populismo

Dopé par l'internet, par la crise et par la peur de l'avenir, le populisme gagne du terrain en usant du jeu démocratique. Et si on décodaît ?

Entre populisme et humanisme, l'impossible entente

C'est quoi le populisme ?

Au nom du peuple

Le charisme, terreau du populisme politique

Ces identités qui dé-Bloc

N'invoquez plus le populisme, le peuple n'y est pour rien

Allons démocrates, encore un effort !

60 Entretien

New B, décryptage d'un OBNI

Une banque qui fait primer l'intérêt commun sur les intérêts particuliers, ça peut surprendre. Et si c'était le premier pas vers une société plus humaine ?

64 Chronique

Nous sommes l'humanité...

66 Espace de brièvetés

69 Culture

Confessions intimes: même pas peur !

Vincent Solheid expose au Musée d'Ixelles et ne craint pas les sacrilèges. Blasphème ?

Théâtre - La guerre des pauvres n'aura pas lieu

La redistribution des subventions au théâtre en FWB fait grincer quelques dents... To be or not to be maintream ?

«Jésus revient, Jésus revient!»

Dimitri Verhulst fait revenir le Christ à Bruxelles, proche d'une réalité actuelle qui traduit «Quai des Belges» par «Vlaamse Kaai». Doux Jésus !

80 Coup de pholie

Édito / Par Éliane Deproost, secrétaire générale du CAL

Entre mémoire et futur...

Pas une semaine ne se passe sans que la «reconnaissance» de tel ou tel crime contre l'humanité (enfin de certains, d'autres passant aux oubliettes !) ne refasse surface et c'est très bien ainsi. Même si ce travail de mémoire doit s'entretenir comme une plante fragile, à la fois pour les plus jeunes générations, comme vis-à-vis de ceux qui préfèrent ne pas se souvenir, ne pas savoir, nier les dangers des rééditions de l'histoire.

Il y a aussi les «petits crimes» du quotidien. Les 150 suicidés italiens, les désespérés de la crise financière et économique en Grèce, Espagne, Chypre... Les médias regorgent d'analyses plus ou moins compréhensibles des causes de ces crises, mais proposent peu d'alternatives qui ne détricotent pas l'équilibre financier déjà précaire de milliers de familles sans économies, sans maison, sans emploi. Et les responsables politiques de stigmatiser les chômeurs, les doubleurs, les colocataires, de diminuer l'aide à la coopération, etc.

Loin de nous l'idée d'associer publics fragilisés et populisme. Le dossier qui suit nous éclairera sur ce concept souvent cité à tort. Mais il est un fait que la confiance dans la direction des États, de l'Europe et des grandes structures internationales est en diminution constante. Avec des amnésies fréquentes : c'est comme si nous avions découvert les îles Caïman à l'occasion de l'affaire Cahuzac ! Et les couplets sur la transparence exigée des élus se multiplient (et pourquoi pas ?) pendant que les jeux malsains du monde financier restent peu accessibles à la majorité. Pendant ce temps, d'aucuns louangent feu Margaret Thatcher, oubliant les crises effroyables des mineurs et son surnom non usurpé de Dame de fer... heureusement, certains se souviennent.

Et la laïcité dans tout ça ? Elle rappelle chaque fois que c'est possible que l'émancipation, la liberté, l'égalité, la solidarité ne sont pas de vains mots mais des valeurs dont nous pouvons, nous devons imprégner nos projets, actions et intentions. Il faudrait y accoler la notion de combat puisque, encore et toujours, pour transformer l'école, garantir le respect de chacune et chacun dans ses choix de vie, améliorer le vivre ensemble, reconnaître chaque conviction à sa juste mesure, dénoncer les lobbies religieux quand ils veulent influencer les politiques, il faut lutter contre l'obscurantisme. 🌹

Quand la mémoire flanche

Depuis 2009, outre les demandes répétées d'amnistie des «collabos» condamnés, un autre discours est à l'œuvre en Belgique qui, sous couvert d'y apporter des nuances, gomme littéralement les enseignements tirés de la Shoah. Cette «relecture» de l'histoire a ses thuriféraires, mais heureusement aussi de courageux opposants, comme Pierre Mertens, traduit en justice par Bart De Wever pour avoir osé mettre les points sur les «i»¹. En 2010, loin de provoquer une réflexion critique, l'exposition «Un passé coloré. La famille en guerre» à Gand est saluée dans la presse : «*Il faut définitivement renoncer à l'image d'une Flandre en noir et blanc, à l'opposition entre "bons" résistants et "mauvais" collaborateurs*»². C'est donc bien de cela qu'il s'agit : remettre en cause la limite entre ceux qui se sont battus pour les valeurs de la démocratie, et les autres, ceux qui ont laissé faire, ceux qui ont collaboré, ceux qui ont dénoncé, torturé, tué. N'est-ce pas là pourtant que se situe le curseur qui délimite l'acceptable de l'inacceptable ? Selon cette relecture, les collabos et leurs familles ont été *victimes* de leur entourage, du contexte ; sous influence en somme. Retournement pervers, qui instrumentalise l'humanisme pour mettre à mal les valeurs qui le fondent. Ce mal est rampant et contamine insidieusement les esprits et les modes de pensée, même inconsciemment. Un exemple récent ? Le dossier pédagogique qui accompagne la pièce *Scheisseimer*³ jouée en février au théâtre des Tanneurs. Outre des euphémismes historiques tels que «*le Verdinaso est un mouvement militariste de droite*» ou le *VNV un simple «parti flamingant»*..., le lecteur est pris dans un discours où les souvenirs d'enfants se substituent à la vérité historique, où les douleurs des collabos en fuite se superposent aux images symboliques de la Shoah, et où, en termes de victimes, il n'y a que le narrateur, et ses proches dont le père «*un homme loyal et droit*», mais qui a quand même autorisé son fils de 15 ans à faire la chasse aux juifs et un autre à jouer les bourreaux à la caserne Dossin. Glissements sémantiques, associations imaginaires, effets dilatoires, et jamais une condamnation claire de ce père «*si bon, que le narrateur admire tant*».

Et nous, resterons-nous béats, tétanisés par ce discours qui transgresse les balises éthiques grâce auxquelles nous avons depuis 60 ans évité le retour du pire ?

Car ce n'est pas tout : l'auteur de la pièce ajoute une corde à son arc, un livre qui prône le pardon. Nul doute qu'il aura les honneurs des gazettes qui, à moins d'un sursaut, ne décèleront, pas à sa pointe, le poison qu'il nous destine. Le CAL a décidé d'en confier le suivi aux Territoires de la Mémoire. (sl)

1 Voir le blog www.soutienapierremetens.be.

2 Christian Laporte, «La vraie Flandre de 40-45», mis en ligne le 4 décembre 2010, sur www.lalibre.be

3 La pièce elle-même, jouée par Koenraed Tinel, fils de collaborateur, pose bien des questions : voir l'analyse critique de celle-ci sur www.genevievrebernaerts.com.

En ce 8 mai...

C'était il y a douze mois. En ce 8 mai si printanier, on avait du mal à imaginer que, 70 ans plus tôt, en ce lieu où désormais gazouillent les oiseaux et poussent les marguerites, des millions d'hommes et de femmes ont vécu l'enfer, parce qu'ils avaient eu le tort d'être.

En ce 8 mai si printanier, on se remémorait les millions de morts de la barbarie nazie qui prenait fin 67 ans plus tôt et de la liberté retrouvée.

En ce 8 mai si printanier, 1 000 élèves de l'enseignement secondaire, tous réseaux confondus, venant de toute la Belgique, avaient fait le voyage en train jusque dans cette bourgade d'Oswiecim et avaient visité les deux camps.

En ce 8 mai si printanier, le Premier ministre Elio Di Rupo avait tenu à saluer la mémoire de ces hommes et de ces femmes disparus et témoi-

gner de son respect envers eux et les survivants avec les jeunes gens et jeunes filles.

En ce 8 mai si printanier, d'autres ministres et membres de la société civile étaient également bien présents au bout des rails où tant de hurlements retentirent pour écouter les messages de paix, de tolérance et de résistance à toute tentative de mettre à mal les valeurs de liberté ou de fraternité.

En ce 8 mai si printanier, quelques anciens résistants polonais se voyaient également remerciés.

En ce 8 mai si printanier, quelques anciens déportés venaient à la rencontre des jeunes pour échanger leur histoire.

En ce 8 mai si printanier, respect et dignité étaient les mots forts.

En ce 8 mai si printanier, je me souviens de ce touriste australien qui embrassa l'un des anciens rescapés belges, Paul Sobol, n'imaginant pas rencontrer un survivant en ce lieu qui, si longtemps avant, connut tant de morts.

En ce 8 mai si printanier, Paul Halter, 91 ans, ancien président de la Fondation Auschwitz, avait lancé aux élèves : «*Nous sommes de moins en moins nombreux à avoir connu l'innommable. Nous sommes tous bien âgés. Désormais, c'est vous qui, à votre tour, devenez passeurs de mémoire. Vous êtes les 1 000 nouveaux relais !*»

Près d'un an plus tard, en ce mois d'avril où le printemps tente enfin de se libérer de l'hiver, je pense à ce petit homme frêle et pourtant si robuste et admirable qui vient de nous quitter, à son action, à son combat et au combat que d'autres, à ces côtés ou en d'autres cercles, ont mené pour que jamais ne soit oublié ce que furent les camps de concentration et d'extermination et pour que jamais, la barbarie ne réapparaisse.

Jean Bernard
Journaliste





- 8** Précompte professionnel : le non-débat à un milliard
- 11** SOS Viol, œuvre en péril ?
- 14** La femme, avenir du Maroc
- 17** Quand les médecins appellent les rebouteux
- 20** L'IVG en danger

Précompte professionnel : le non-débat à un milliard

Mars 2013 : le gouvernement di Rupo cherche 1,43 milliard pour équilibrer son budget. Les semaines précédentes ont été rythmées par l'annonce de fermetures d'entreprises. La faute au coût salarial ?

Par Olivier Bailly
Journaliste

Tandis qu'Arcelor Mittal n'en finit plus d'éteindre sa phase à chaud (voire à froid avec 2 000 emplois à la clé), les usines de Duferco (800 emplois), Ford Genk (4 300), Caterpillar (1 400), Saint-Gobain (263) ont relancé malgré elles le débat sur la sacro-sainte «compétitivité» des entreprises sur le sol belge.

À coup de vocables forts annonçant le «désert industriel», un coupable est pointé : le coût salarial. Trop élevé. Régulièrement, diverses études rappellent les 39,3 euros horaires¹ là où la FGTB en compte 26. «Pour arriver à 40 euros, il ne faut pas comptabiliser les avantages nuit et équipe», explique Andréa Della Vecchia, directeur des services syndicaux de la FGTB. «Or, ces avantages sont bien réels.»

Les avantages équipe et nuit ? Depuis 2004, les entreprises retiennent 100% du précompte professionnel mais n'en reversent qu'une partie au fisc. Pour ce faire, le patron doit payer une prime et les travailleurs doivent prêter soit de nuit, soit en équipe... Si le travailleur reçoit un sursalaire variant selon le secteur, l'entreprise est également bénéficiaire. Selon les calculs de la FGTB

basés sur des situations réelles, l'aide de l'État couvre non seulement la surprime mais amoindrit le coût salarial brut de 2 à 6,8%.

«Cette mesure s'inscrivait dans la logique de soutenir l'emploi», rappelle Thierry Dock, responsable du service formation à la CSC. «C'était surtout le secteur automobile qui était demandeur, le gouvernement lui a donné ce coup de pouce. Même si ça ne leur était pas dédié car l'aide à un secteur n'aurait pas été acceptée par la Commission européenne, on percevait des avantages évidents pour les grands sites d'assemblages de voitures.»

«Beaucoup d'activités industrielles à ce moment connaissaient de sérieux problèmes», complète Geert Vancronenburg, économiste en chef à la FEB. «La concurrence internationale était très forte. Soit nous prenions une telle mesure pour sauver des emplois, soit nous perdions des milliers d'emplois dans les mois à venir.»

De 1 à 15,6% d'exonération

Si l'objectif était la création d'emplois, c'est raté. Les jobs dans les



© Thierry Chartier/AFP

Ford Genk : pas de précompte, mais des préavis.

usines d'assemblage de voiture en Belgique sont passés de 28 444 en 2004 à moins de 16 000 en 2013. Le patronat accuse la crise. «C'est l'échec d'une politique axée sur les salaires en matière de compétitivité», avance Andréa Della Vecchia. «Le raisonnement de cette aide sous-tend le besoin d'améliorer la compétitivité du pays. Mais il axe le débat uniquement sur le salaire et non sur les coûts de production, les investissements, l'innovation, la formation. On est dans une impasse. Des pays feront toujours mieux que nous en matière salariale.»

Pas d'accord, rétorque Geert Vancronenburg : «À court terme, les coûts salariaux sont très importants. Pourquoi, sinon, le Bureau du Plan, la BNB, ou la Commission européenne reviendraient-ils tout le temps sur cette question ? Une récente étude d'Ernst &

Young montre que la perception de la Belgique par l'investisseur étranger est toujours liée à ce coût salarial.»

Prime qui nuit

Quand un remède ne fonctionne pas, deux options possibles : on force la dose, on change de traitement. Dans ce cas-ci, la première option est clairement privilégiée. Depuis la création de cette exonération de précompte, le mécanisme ne cesse d'être utilisé par les pouvoirs publics pour alléger la charge des salaires. La ponction est passée de 1 à 15,6% en moins de dix ans.

Pour quel bilan ? «Il n'y a pas eu d'analyse précise, selon Thierry Dock, mais des travaux du Plan et de l'IRES (Louvain-la-Neuve) mettent en évidence que

1 Eurostat, «Les coûts horaires de la main-d'œuvre compris entre 3,5 euros et 39,3 euros selon les États membres de l'UE27», 24 avril 2012 et RTBF citant une étude du bureau allemand des statistiques Bundesamt, «Le coût salarial belge était l'un des plus élevés d'Europe en 2012», 26 mars 2013.

pour créer une mesure efficace en termes de créations d'emploi, celle-ci doit porter sur une baisse de cotisation des bas salaires. Avec la réduction du précompte professionnel, les conditions de travail visées sont certes pénibles, difficiles, mais il ne s'agit pas de faibles salaires.»

Double problème: si ces mesures ne portent pas leurs fruits, elles n'en ont pas moins un coût pour la collectivité. L'ardoise présentée à l'État belge en 2012? Près d'un milliard d'euros (contre 25 millions en 2004). De plus, Andréa Della Vecchia pointe des dégâts collatéraux. Des entreprises pouvant fonctionner de jour travaillent de nuit pour bénéficier de la prime. La qualité de vie et de santé du travailleur trinque, avec risques de pression sur la Sécu.

Aide invisible

Si le perdant est connu, les gagnants le sont aussi. Plus que le boulanger du coin ou la PME familiale, ce sont les grosses entreprises qui rafflent le pactole. À titre d'exemple, sans modifier sa manière de travailler, Audi Forest prélève 9,2 millions d'euros sur les salaires de ses travailleurs grâce à ces retenues sur le précompte. De 2007 à 2011, Arcelor Mittal a évité de verser 15,5 millions à l'État belge².

Une remise en question, peine perdue? «Une marche arrière n'est pas politiquement envisageable, confirme Thierry Dock. Il faut plutôt prévoir des financements alternatifs pour que les baisses puissent être compensées par des mesures qui consolideront les finances de protection sociale. Car le risque, en

baissant les cotisations, c'est d'avoir l'obligation de faire des économies dans le mécanisme de protection sociale, alors sous-financé.»

En tout cas, c'en est fini de signer les chèques en blanc, assurent CSC et FGFB. Ces aides devront être liées à la création d'emplois ou à l'investissement. La FEB, sans surprise, n'est pas preneuse. «Les salaires ont dérapé ces cinq dernières années, estime l'économiste de la FEB. La situation serait complètement différente si on avait complètement gommé le handicap salarial. On pourrait alors avoir ce débat de conditionner ou non les aides. Mais dans ce cas-ci, les réductions de charge existent parce qu'on veut résoudre un problème créé les années précédentes par la hausse de salaire.»

Dernière cartouche à négocier dans ce match idéologique: le non-marchand. Selon Thierry Dock, «la nouvelle baisse de cotisation dans les dernières mesures décidées par le gouvernement en janvier 2013 ne porte pas sur le secteur non marchand. Il y a là deux poids deux mesures. C'est d'autant plus regrettable que l'impact sur l'emploi de ce type de mesure est plus important dans le secteur non marchand.»

À un milliard la mesure, quelques emplois seraient en effet de bon aloi... 

SOS Viol, œuvre en péril?

La seule association belge qui vient en aide aux victimes de viol craint pour la qualité de ses services, et même pour sa survie. En cause: une amputation conséquente de son budget de fonctionnement. Une guerre de compétence, de chiffres et, peut-être, de convictions... Dont les victimes seront avant tout les nombreuses femmes qui font appel à SOS Viol chaque année. État des lieux avec Catherine François, présidente de l'association.

Par Frédéric Vandecasserie
Journaliste

Espace de Libertés: À combien s'élève l'amputation de votre budget?

Catherine François: 20 000 euros! En frais de fonctionnement, c'est loin d'être anecdotique. C'est un fameux coup sur la tête. Nous sommes inspectés régulièrement, et les appréciations ont toujours été très positives. Nous prenons de plus en plus de femmes en charge, notamment des victimes de viol dans des pays lointains. Et, en outre, les centres psychiatriques nous envoient des femmes violées parce que nous détenons une expertise sans failles dans l'accompagnement des victimes. Nos subsides devraient donc être indexés, pas diminués!

Quelle a été l'explication de Benoît Cerexhe, alors ministre CDH de la Santé de la Commission communautaire française (qui a, depuis, cédé sa place à Céline Frémault), pour justifier sa décision du retrait de cette aide?

Que le viol ne relevait plus que de l'aide aux victimes, mais pas de la santé men-

tale, et donc que le subside accordé à SOS Viol par son ministère de la Santé n'avait plus lieu d'être. Pour lui, nous ne relevons donc plus que de l'action sociale. Bref, il ferme un peu les yeux sur les conséquences mentales que représente un viol. Nous sommes dans la politique de l'autruche! Le viol, c'est la négation de l'autre. La frontière de l'enveloppe corporelle ayant été bafouée, l'atteinte de l'intimité de la personne est dès lors inévitable. Il ne s'agit pas seulement d'un manque au respect du corps de l'autre, c'est aussi un envahissement complet de toute sa personne. Qui peut notamment entraîner une perte d'identité. Il existe une sorte d'immaturité politique autour de la question du viol.

Par ailleurs, Monsieur Cerexhe a aussi brandi un argument géographique, certes compréhensible, mais sans nous donner aucune piste pour tenter de trouver de l'argent ailleurs. Selon la loi, comme notre siège social est implanté à Bruxelles, c'est uniquement aux auto-

² Chiffres donnés par des sources syndicales de l'entreprise.

rités bruxelloises de nous subsidier. Ce que monsieur Cerexhe refuse car nous accueillons des victimes de tout le pays. Normal vu que SOS Viol n'a aucun équivalent en Wallonie! Bref, c'est kafkaïen. Mais c'est surtout désolant: une chose aussi lourde de conséquences qu'une amputation de l'aide aux personnes violées justifiée par une frontière géographique! Une nouvelle histoire belge.

Ces raisons avancées par le ministre ne cachent-elles pas autre chose, de l'ordre du conflit idéologique?

C'est vrai que la tentation est grande de considérer que le conflit de compétences est utilisé pour masquer quelque chose de plus large, relevant plus de l'opposition philosophique. Mais je ne veux pas en faire une affaire politique. L'associatif est normalement libre. J'ai certes une appartenance politique (au PS, NDLR), mais je m'investis au sein de SOS Viol sans que mes convictions ne s'en mêlent! Et puis, il ne faut surtout pas oublier l'essentiel: cette situation risque avant tout d'avoir des répercussions très concrètes sur les victimes.



Le viol est, hélas, vieux comme le monde. Raison de plus pour le combattre efficacement.

Un poids moral et religieux gigantesque se cache derrière le viol.

Concrètement, en quoi ces 20 000 euros de moins risquent de détériorer l'aide que vous apportez aux victimes?

Nous avons besoin de cet argent pour notre fonctionnement au quotidien. Pour les ordinateurs, le chauffage, l'électricité, et le loyer. Si on doit trouver un lieu plus petit pour nous héberger, on ne pourra plus recevoir les victimes de viol dans de bonnes conditions, c'est-à-dire dans des bureaux isolés, assurant l'anonymat et la confidentialité. C'est donc bel et bien notre qualité de service qui risque n'en pâtir.

Depuis ce retrait de 20 000 euros, vous avez obtenu des compensations par ailleurs?

Oui, mais à court terme uniquement. Nous n'avons donc pas eu de difficultés pour fonctionner en 2012. Mais ce «one shot» ne se représentera pas deux fois. Nous sommes bien entendu demandeurs d'une nouvelle solution plus structurelle.

Nous allons aussi devoir sabrer dans nos budgets promotionnels. C'est-à-dire que, par exemple, les affiches que nous apposons dans les métros risquent de disparaître. Et que le public sera donc moins informé de notre existence. Avec le risque que les femmes violées ne sachent plus à qui s'adresser...

Quelle est alors la solution dans l'im-médiat? Faire appel au privé?

Nous avons essayé! En nous adjoignant les services de spécialistes de la recherche de budgets. Des gens qui disposent de carnets d'adresse et d'entrées dans un monde que nous ne connaissons pas. Mais cela n'a pas fonctionné. Car le simple mot de «viol» fait peur. Nous sommes dans une question qui demeure très tabou. Un poids moral et religieux gigantesque se cache derrière le viol. Encore récemment, quand on voit qu'un juge veut faire payer à une victime l'enquête sur son propre viol, on se rend compte à quel point nous vivons encore dans un monde machiste. On s'indigne promptement, et avec raison bien entendu, sur les lapidations dont les femmes sont victimes dans certains

pays. Mais on ferme les yeux sur les viols. Cela reflète un ordre moral encore trop d'actualité aujourd'hui: combien de fois ne dit-on pas d'une femme qui vient de se faire violer qu'elle n'avait qu'à rester chez elle? Bref, on la culpabilise au lieu de l'aider. De nos jours, le viol est encore brandi comme un prétexte à la restriction de la liberté dans l'éducation des jeunes filles.

Quel est votre état d'esprit à l'heure actuelle? Face cette absence de perspectives financières pour les prochaines années?

Même si je passe par des moments d'abattement, je continuerai à me battre. Car notre cause est juste. ✦

Le CDH aux abonnés absents

Malgré de très nombreuses tentatives, il nous a été impossible de parler à Céline Frémault, qui a récemment repris les compétences de Benoît Cerexhe comme ministre de la Santé. Visiblement, le sujet dérange... et la politique de l'autruche prend bel et bien le pas sur une discussion que nous aurions voulue franche et argumentée. Dommage! Car il entrerait dans nos intentions, non pas de demander à la nouvelle ministre de justifier les actes passés posés par son prédécesseur, mais bien de tracer quelques axes pour l'avenir.

Nous ne pouvons dès lors que nous référer au site internet officiel de Céline Frémault, reprenant les explications données par... Benoît Cerexhe. Et expliquant en substance que «monsieur Cerexhe tient à réagir aux propos manifestés dans la presse par Catherine François depuis la perte de ce subside en

novembre dernier. Tout en soulignant la qualité du projet de l'ASBL SOS Viol et son utilité, le ministre déplore le manque d'objectivité dont fait preuve l'association dans la présentation de sa situation financière.» Et, sans changer d'avis quant au fait que les activités de l'association ne relèveraient plus à la fois de la santé mentale et de l'aide aux victimes, mais bien désormais uniquement de cette dernière compétence, il rappelle néanmoins que, «entre 2007 et 2012, l'ASBL a bénéficié d'une augmentation totale de plus de 43 680 euros, soit plus de 35%.» Une guerre de chiffres qui éloigne, voire masque l'objectif principal de l'association: la qualité de l'aide aux victimes, dépendant directement de perspectives financières pour les prochaines années. Qui n'ont malheureusement l'air ni limpides ni réjouissantes. Alors qu'il y a urgence...

La femme, avenir du Maroc

« Ah, mon ami ! Laisse-moi te raconter comment cela se passe chez moi. » Youssef, la cinquantaine, s'installe pour prendre le thé à la menthe avec nous. Grisonnant, la moustache bien taillée, élégant, il tient un hôtel-restaurant à Merzouga, dans le Grand Sud marocain.

Par Jean Bernard
Journaliste

« D'abord, je précise une chose, je suis Berbère, ou plus exactement, Amazighe. Dans la culture amazighe, très ancienne, bien plus ancienne que l'arabe ou la chrétienne, la femme joue un rôle central. Et le Code de la famille, la Mudawana, tel que modifié en 2004, beaucoup plus favorable que le précédent qui datait des années 50, n'est pas sans tenir compte de la culture berbère... J'ai deux femmes. La nouvelle Mudawana ne condamne pas la polygamie mais a été rédigée de telle sorte qu'elle soit dif-

ficile d'application. Donc, ma première femme a accepté en raison de problèmes de santé, la deuxième connaissait parfaitement l'existence de la première, et cela ne lui posait pas de problème. Si une des deux avait dit non, eh bien, c'était fini ! Et si l'une des deux ou les deux veulent divorcer, ce n'est pas plus difficile pour elles que pour moi de le faire. Par contre, si je donne quelque chose à l'une, je dois donner la même chose à l'autre. Et c'est un sacré budget », sourit-il.

Les participantes à la « Rose des sables », un rallye exclusivement féminin, forment le ruban rose symbolisant la lutte contre le cancer du sein, le 16 octobre 2012 dans le désert de Mergouza.



© Julien Rocher/AFP

Exemple pour les pays voisins

La nouvelle Mudawana a ainsi conservé un certain nombre de pratiques ou lois issues du Coran mais en les mettant au goût du jour : elles ne sont pas rejetées mais très difficiles à mettre en application. « C'est un texte remarquable d'équilibre », souligne Simone Susskind, à l'initiative d'Amazone en 2006, un mouvement qui regroupe des femmes venant du Maroc, de Turquie, d'Iran et de Belgique en vue de débattre des acquis respectifs dans ces pays. « Ce texte pourrait servir d'exemple pour la politique familiale à mettre en place dans les pays voisins. Il est d'ailleurs à noter qu'il a été voté à l'unanimité par la Chambre, y compris par les représentants des partis islamistes, lesquels faisaient profil bas en ces mois qui suivaient les attentats de Casablanca. »

Le féminisme au Maroc n'était pas un vain mot et le mouvement a apporté de belles avancées au niveau sociétal.

Le féminisme au Maroc n'était pas un vain mot et le mouvement a apporté de belles avancées au niveau sociétal. La nouvelle Constitution de 2011, pour imparfaite qu'elle soit, démontre aussi les avancées démocratiques d'un pays loué par beaucoup pour sa stabilité.

Et, en matière de droit des femmes, l'impulsion est venue du plus haut niveau de l'État. L'épouse du roi Mohammed VI, Lalla Salma, appa-

raît plutôt comme une princesse à l'occidentale et il n'est pas question pour elle d'attendre son époux recluse dans son palais. Bien au contraire, elle entreprend régulièrement des actions officielles largement couvertes par les médias nationaux et créait en 2006 l'association Lalla Salma pour la lutte contre le cancer, devenue récemment la Fondation Lalla Salma – prévention et traitement des cancers qu'elle préside. « Il est exact qu'elle est la première épouse royale à jouir d'une telle visibilité », souligne encore Simone Susskind, à l'origine, en 2005, du programme euro-méditerranéen pour le renforcement des femmes dans la vie économique. « Il faut noter qu'au Maroc, déjà du temps d'Hassan II, les épouses ou sœurs du roi ont toujours présidé de telles fondations. »

Une pilote dans l'avion

Une soixantaine de femmes siègent à la Chambre des représentants ce qui correspond à un peu moins de 15% des parlementaires marocains. Simone Susskind nuance cependant. « À l'époque d'Hassan II, environ 35 femmes étaient désignées d'office pour siéger au Parlement mais leur rôle était très limité. Le nombre d'élues, à l'heure actuelle, est encore relativement restreint et le gouvernement marocain ne compte qu'une ou deux femmes. »

Mais dans ce pays actuellement gouverné par des « islamistes modérés », les femmes n'ont pas perdu de terrain concernant les acquis de la Mudawana, il est vrai votée par eux également. Le dernier jour que nous avons passé à Marrakech, fin février, nous en a donné

une preuve éclatante. Certes, dans cette ville où se côtoient modernité et passé, la femme est tantôt habillée à l'européenne, tantôt la tête juste couverte d'un voile, tantôt enfin recouverte de la tête au pied de la lourde robe noire, «à l'arabe», comme disent les Berbères pour bien signaler que, eux, ils ne le sont pas.

Mais nous n'avions jusqu'alors pas pris la dimension de l'importance des femmes dans la vie politique et culturelle de la ville. Le Musée de Marrakech, fondé par Omar Benjelloun, est actuellement dirigé par une fondation avec, à sa tête, sa veuve. Une connaissance nous signalait peu après que le maire de Marrakech est une mairesse, Fatima Zahra Mansouri, une avocate de 37 ans élue –confortablement (54 voix contre 35)– à cette place en 2009. Elle fut la deuxième femme à occuper une telle fonction après le maire d'Essaouira de 2003 à 2009. Enfin, la même journée, nous rentrions avec un vol Royal Air Maroc: le pilote était une pilote.

Focus éducation

Si l'on peut se réjouir de voir de telles fonctions être occupées par des femmes, il est à noter que la gent féminine n'occupe que 7% des postes de direction dans les entreprises du pays.

Et la situation de la femme reste problématique dans les villages. «Quoique, même là, des femmes accèdent au poste de maire», souligne Simone Susskind. «Non, si au niveau sociétal, elles ont pris de l'assurance, les femmes demeurent encore vulnérables et soumises aux pressions de la tradition, surtout dans les

coins les plus reculés. Il y eut, en mars 2012, le cas d'une adolescente violée qu'on obligea, selon une interprétation de la loi, à épouser son violeur, ce qui la poussa au suicide. Il reste donc beaucoup de travail en matière des droits des femmes.»

L'un des efforts devrait porter sur l'éducation. «L'analphabétisme est un véritable fléau dans ce pays où le système scolaire n'est tout simplement pas bon: 70% des femmes sont analphabètes. Dès qu'ils en ont les moyens, les parents inscrivent leurs enfants dans le réseau privé. C'est un phénomène qu'on retrouve aussi en Tunisie et dans d'autres pays nord-africains.»

La Française Laetitia Chevallier, présidente de l'association Enfants du Désert, fournit notamment du matériel scolaire dans les zones les plus reculées. «Quand j'ai commencé à distribuer les cartables ou les vélos, je constatais que tout allait au garçon de la famille. Quand je demandais pourquoi rien pour la fille, on me répondait que le garçon était plus important. Aussi, grâce aux tonnes de matériel apportées lors de rallyes raids avec lesquels mon organisation est associée, comme le 4L Trophy (réservé aux étudiants) et le trophée Roses des sables (féminin), j'ai pu commencer à apporter un deuxième cartable et un deuxième vélo dans les foyers. Dans les familles, ils ont bien dû les remettre aux petites filles qui, désormais, fréquentent les écoles. Par l'enseignement qu'elles reçoivent, elles sont certainement l'avenir du Maroc.»

Quand les médecins appellent les rebouteux

Les exemples affluent, même parmi les plus rationnels d'entre nous: des verrues envolées à coups de parole, une amie sérieusement brûlée au visage mais qui ne garde aucune cicatrice suite à l'intervention d'un coupeur de feu. Ou encore ma compagne, brûlée à la main et dont la douleur a pris fin suite à l'appel de Pascale, coupeuse de feu à 150 kilomètres de Bruxelles...

Par Olivier Bailly
Journaliste

À l'autre bout du fil, Pascale confirme. Elle soigne la douleur. Elle barre le feu. Elle demande le prénom de mon épouse, elle demande à quel endroit elle s'est brûlée. Et comme si nous venions de commander une pizza, nous serons livrés d'ici 40 minutes. La douleur partira, dit-elle. Et elle ne reviendra pas. C'est exactement ce qui s'est passé. Étrange.

Détenir la vérité?

Jean-Pierre Arnould, administrateur délégué à la Fondation belge des brûlures, connaît le phénomène mais «personnellement, j'ai travaillé pendant vingt ans dans des centres de brûlés et je n'ai jamais vu à l'œuvre de personnes qui avaient bénéficié de tel don. C'est plutôt décrit dans les villages. J'ai une approche cartésienne de la brûlure mais qui serais-je pour détenir la vérité? Je reste neutre par rapport à la question mais d'un point de vue éthique, il est fondamental que

des solutions de ce type ne détournent pas le blessé des traitements connus et efficaces.»

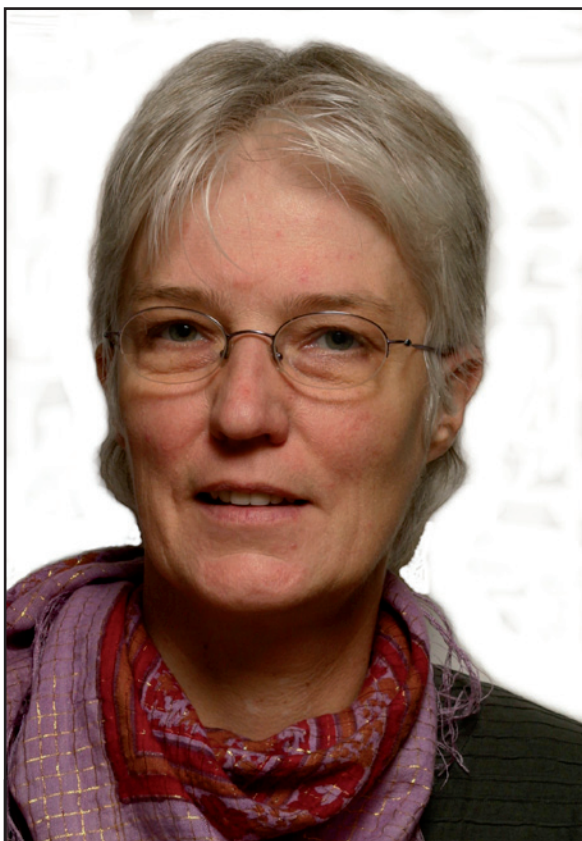
D'après Olivier Schmitz, anthropologue et thésard sur les coupeurs de feu, la frontière ne serait pas si étanche entre les pratiques. «Dans beaucoup d'hôpitaux, surtout ceux des grands brûlés comme NOH¹, des médecins ont des adresses. Les "signeurs" sont les guérisseurs les mieux tolérés parce qu'il n'y a pas de concurrence sur le champ de la douleur et ils ne demandent rien.»

Urgences

La Suisse et certaines parties de la France connaissent bien le phénomène.

Du côté d'Annecy, Annemasse et Thonon-les-Bains (à la frontière suisse), le corps médical et des patients sont réceptifs à l'intervention des coupeurs (ou barreurs) de feu. Le lien entre les types de soins

¹ Neder-Over-Hembeek.



© DR

Pascale, coupeuse de feu.

nant la collaboration des coupeurs de feu aux urgences, ils sont 81% à la considérer comme souhaitable (61%) ou indispensable (20%).

Comme si nous venions de commander une pizza, nous serons livrés d'ici 40 minutes. La douleur partira.

Nicolas Perret n'hésite pas à parler de ces soigneurs à ses patients. Faut-il pour autant les intégrer dans le réseau de la médecine traditionnelle ? *« Je préfère qu'ils restent dans un réseau parallèle et que des passerelles se créent. Le discours médical et le discours magique n'ont rien de commun. C'est un recours d'un autre ordre que l'on doit préserver. Si on le sort de son contexte, je pense qu'on pourrait perdre son efficacité symbolique. »*

est par ailleurs officialisé dans un protocole de prise en charge des brûlures dans le service des urgences d'Annecy, précisant qu'*« il est possible de faire appel à un "coupeur de feu" avec l'accord du patient. Cet appel ne doit en aucun cas retarder les soins traditionnels. Coordonnées des coupeurs de feu en dernière page. »*

Docteur de la région, Nicolas Perret a consacré sa thèse aux coupeurs de feu. Il y mentionne que sur les 134 soignants de trois services d'urgences ayant accepté de remplir son questionnaire (sur 177), plus des deux tiers estiment « forte » ou « totale » la confiance qu'ils leur portent. Concer-

De l'autre côté de la frontière, les coupeurs de feu suisses sont encore mieux considérés. Les éditions Favre ont publié le travail de l'anthropologue Magali Jenny en l'accompagnant d'un véritable bottin de guérisseurs et rebouteux. Résultat ? *Guérisseurs, rebouteurs et faiseurs de secrets en Suisse romande* en est à sa cinquième réédition, 67 000 exemplaires ont été écoulés ! Preuve que beaucoup de monde prend au sérieux ce type de soins.

Hobby : coupe-feu

Pour comprendre ce qui se passe lors de l'intervention de ces « coupeurs », je contacte Pascale. Elle accepte

de me rencontrer. Pourquoi avoir accepté ? *« Ce que nous faisons n'est pas gênant. C'est inexplicable, bizarre, mais ce n'est pas une honte. »* Et pas de crainte de passer pour au mieux une originale, au pire une demi-tarée ? *« Je suis déjà dans l'une de ces catégories pour plusieurs personnes (rires) ! Soit. Certains ne peuvent pas admettre que quelque chose nous échappe. Ils sont hermétiques. »*

Pascale peut recevoir jusqu'à 15 appels par jour. Ses spécialités maison ? Les brûlures évidemment, mais également les maux de dents, la fièvre lente, le zona, la phlébite, la roue de Sainte-Catherine, et enfin les douleurs postopératoires. Pour tous ces soins, il ne vous en coûtera rien. Tradition oblige. Quand quelqu'un l'appelle, elle demande le prénom, l'âge, l'endroit de la blessure. *« Je dois être attentive entre deux à cinq minutes. Je me concentre sur l'endroit touché. Si je ne peux pas le visualiser sur mon corps (le dos par exemple), je réquisitionne parfois mon mari (rires) ! »*

Et cette concentration s'accompagne-t-elle de paroles ? Pascale hausse les épaules. *« Il y a un petit livre avec toutes les prières mais bon, cela n'a pas de valeur. »* Olivier Schmitz confirme : *« Il n'est pas besoin d'être croyant pour appeler un coupeur de feu. Le cadre est tout de suite très suggestif. C'est une dynamique psychologique que l'on rencontre ailleurs : le simple fait d'aller voir un médecin et on va mieux par exemple. »*

Pascale a déjà apaisé des personnes à Anvers, à la Citadelle à Liège, à

Cavell, au CHU de Liège, à Bastogne et aux grands brûlés de Charleroi. Ces soins à distance sont commodes car peu d'hôpitaux laisseraient entrer les coupeurs de feu dans les chambres. *« Ils font de temps en temps appel à nous mais en cachette. C'est assez difficile à accepter. J'ai eu un médecin qui ne parlait jamais de nos pratiques à ses patients mais... envoyait sa femme chez un rebouteux ! À partir de là, je ne suis plus d'accord. Ils pourraient nous signaler, dire que ce n'est pas explicable mais pas improbable comme soins. Suite à l'intervention de coupeurs de feu, des brûlés au troisième degré n'ont pas de cicatrice. »*

Suite à l'intervention de coupeurs de feu, des brûlés au troisième degré n'ont pas de cicatrice.

N'y a-t-il pas un risque qu'une partie de la population se détourne des soins classiques et efficaces ? Pascale réfute l'argument : *« S'il y a une plaie, on signale qu'il faut soigner. Je peux calmer la douleur, mais je ne remplace pas les soins. »* Pour ça, personne n'y coupera... ✂

L'IVG en danger

Le retour des avortements clandestins en Belgique, c'est pour bientôt ? Le CAL, en partenariat avec le Centre régional du libre examen de Bruxelles, organisait en mars dernier une conférence sur le thème « Menaces sur l'accès à l'avortement ». Le point sur un dossier qu'on pensait bouclé.

Par Céline Gautier
Journaliste

« Le combat contre l'avortement est le plus progressiste qui soit. » « Le lieu le plus dangereux, pour un être humain, c'est le ventre maternel. » « Plein de gens de notre génération ont été supprimés. » Dans la salle, on hésite entre fous-rires et consternation. Le documentaire de Safia Kessas « Le Temps des Cerises », diffusé en ouverture de la conférence, montre de jeunes militants « pro-vie » (anti-IVG) diablement motivés. Leur objectif dans la vie, ce n'est rien moins que de faire abolir la loi de 1990 dépénalisant partiellement l'avortement en Belgique. Pour faire face à cette menace, Pierre Galand, président du CAL, encourage l'assemblée à se poser deux questions : « Comment rendre cette loi plus lisible, pour qu'elle ne soit pas vue comme liberticide (contre la liberté du fœtus) mais au contraire comme protégeant la liberté de la femme ? » et « comment contrer les objectifs de nos adversaires ? ». Les interventions des orateurs et des membres du public n'apporteront aucune réponse définitive à ces questions mais soulèveront, au contraire, de nouvelles interrogations – de celles qu'on entend rarement dans les médias. Retour sur

une soirée empreinte d'inquiétude et de détermination en cinq questions.

La Commission nationale d'évaluation d'IVG est-elle infiltrée par les « pro-vie » ?

Françoise Kruyen, gynécologue et membre de cette commission chargée d'évaluer l'application de la loi et de remettre des rapports au Parlement : « Pendant 15 ans, il y avait un dialogue courtois au sein de cette commission, y compris avec les gens qui, politiquement, n'étaient pas favorables à l'IVG. Le fonctionnement était assez consensuel. Il n'y avait rien d'inquiétant. Mais, depuis quatre, cinq ans, de nouveaux membres sont entrés, parmi lesquels des opposants rabiques à l'IVG. Ils remettent des notes pour démontrer que l'IVG est un crime et qu'il faut développer l'accueil de l'enfant. Je ne suis pas très optimiste pour l'avenir. Je redoute le jour où il n'y aura plus de vote de barrage contre ces idées-là. »

Qui a peur d'aborder la question de l'allongement du délai à 14 semaines au Parlement ?

Christine Defraigne (MR), membre de la commission Justice du Sénat :

« Chaque année, environ un millier de femmes sont orientées vers l'étranger pour une IVG car elles ont dépassé le délai légal de 12 semaines en Belgique. Le plus souvent, elles se sont rendu compte trop tard qu'elles étaient enceintes. La ministre de la Santé dit qu'elle n'est pas contre le fait de réfléchir à l'allongement du délai légal à 14 semaines. Mais on n'ose pas. On a peur d'ouvrir ce débat et que cela nous saute à la figure. Des partis comme la N.V.A ou le Vlaams Belang sont très conservateurs sur ces questions. Ils veulent communautariser l'IVG. Ils parlent de revoir la gratuité des contraceptifs jusqu'à 25 ans. Sabine de Bethune (CD&V), qui a porté des débats éthiques au Parlement concer-

nant les fœtus (parcelles dédiées dans les cimetières, possibilité de leur donner un prénom...) se défend de vouloir mettre en cause l'IVG. Mais j'ai des craintes. C'est un pied dans la porte. Alors, on se hâte lentement... »

De quel bord est le Parlement européen ?

Marc Tarabella (PS), député européen et membre de la Commission des droits de la femme et de l'égalité des genres : « En 2010, nous avons obtenu une grande victoire au Parlement européen en faisant adopter un rapport sur l'égalité qui reconnaissait le droit à disposer de son corps. Il n'y a toujours pas moyen de parler d'IVG mais, avec le rajeunissement



© Philippe Lissac/Godong/AFP

Les « pro-vie » (sic) ne reculent devant aucune outrance.

et la féminisation des parlementaires, on avance... Par contre, il faut voir le terrain. Beaucoup de gens, notamment en France, nous disent: nous avons des droits mais, dans les faits, l'accès à l'avortement recule. On ferme des centres, on dissuade les femmes, on leur fait perdre du temps pour qu'elles soient hors délais... Et ça, c'est très inquiétant.»

Quel médecin pratiquera encore l'IVG demain ?

Dominique Roynet, médecin généraliste: *«Nous sommes environ 80 médecins généralistes à encore pratiquer l'IVG. Et nous avons tous plus de 50 ans. Il n'y a pas de relève. Pendant l'été, c'est une catastrophe. On manque de relais. Pourquoi? À cause du désintérêt des unifs pour la vie sexuelle et affective et d'une chute du militantisme.»*

Jean-Jacques Amy, professeur émérite et gynécologue, enfonce le clou: *«Comment se fait-il qu'aucun local de la VUB ou de l'ULB ne porte le nom de Willy Peers (médecin militant emprisonné dans les années 70 pour avoir pratiqué des avortements)? Comment n'est-il pas encore fait docteur honoris causa, à titre posthume, alors que Toots Thielemans, Eddy Merckx et Kim Clijsters le sont? Si nos universités, qui sont la référence pour le droit des femmes, ne s'impliquent pas, c'est très grave.»*

Françoise Kruijen, gynécologue, insiste, elle, sur la responsabilité des hôpitaux: *«Il y a parfois des médecins qui appliquent la clause de conscience mais ce n'est pas cela le*

vrai frein. C'est un manque d'intérêt des hôpitaux. Ils ne pratiquent pas l'IVG, puisque les centres le font. Le jour où ces centres ferment, on est mal.»

Osera-t-on dire qui se fait avorter en Belgique ?

Le Dr **Jean-Jacques Amy** fustige le travail la commission d'évaluation, établie à la demande des sociaux-chrétiens, lors du vote de la loi. *«Cette commission fait des rapports incomplets, qui ne permettent pas de prendre de bonnes décisions. Si on fait de la récolte de statistiques, alors il faut que ce soit bien fait et que ce soit utile, notamment pour la prévention de certaines grossesses non désirées, ce qui n'est pas le cas. Une étude de la KUL a montré qu'en Flandre, 40% des IVG étaient faites sur des femmes qui n'étaient pas nées en Belgique. Autrement dit, il y a une surreprésentation des immigrées. Mais c'est quelque chose qu'on ne peut pas dire. Ni nous, ni surtout ces femmes!»* Or, tant qu'on n'en parle pas, le problème n'existe pas. 🙄



© Véronique Vercheval

L'un est docteur honoris causa, l'autre pas.



Aphrodite dans les affres

Hospitalière mais pas trop regardante, Chypre, «l'île soleil», jouait sur tous les tableaux et copinait avec tout le monde. Et n'importe qui... Trop petit, mon ami!

Par Patrice Lestrohan
Journaliste

Bizarre: dans sa couverture de la crise chypriote, la presse européenne n'a guère mentionné les 32 000 Grecs, 24 000 Roumains, 18 000 Bulgares qui ont choisi de vivre, ou plutôt, de travailler dans l'île. Elle a surtout causé des 30 000 Britanniques et plus encore des 10 000 Russes (chiffres officiels très minorés) qui s'y sont aussi expatriés. Ceux-ci, il est vrai, sont autrement fortunés que ceux-là. Et plus à même d'y jouer les «résidents permanents»: il suffit, si l'on ose dire, d'acquérir un bien immobilier de 300 000 euros au moins pour jouir là-bas de cet enviable statut! Avenante disposition qui a aussi attiré des Chinois dans les stations balnéaires du Sud.

Fortunes et minarets

Rare dans l'Europe des 27, cette pratique donne la mesure, peut-être passée, des critères d'hospitalité d'un des plus petits, et des plus malmenés désormais, territoires de l'UE (un cinquième de la Belgique en superficie, 860 000 habitants dont 180 000 étrangers divers). Territoire plus proche de Damas que de Rome, d'Odessa que de Paris. Détail, c'est

un industriel norvégien qui, devant des oligarques russes, vient en tête des fortunes du pays. Le seul sans doute de l'Union où, entre citronniers et oliveraies, escarpements sublimes et rivages à couper le souffle, des minarets surmontent les cathédrales gothiques!

Terre du cuivre, Chypre a le cœur large. On y mange comme à Beyrouth (des mezzes), on y roule comme à Londres (à gauche), y prie comme chez l'ex-bailleur de fonds Moscou (avec signe de croix de droite à gauche) et y manifeste comme à Athènes (en agitant des drapeaux grecs). Conséquences d'une histoire tourmentée et d'une suite d'occupations longuettes: trois siècles par les Francs, idem par les Ottomans, 82 ans par les Britanniques qui y conservent deux bases navales et, plus près de nous, 39 par les Turcs. Débarqués à l'été 1974 pour «protéger (leur) *minorité*» locale¹, ces derniers ont donc créé dans le Nord-Est de l'île la lilliputienne «République du Nord» (110 000 natifs, 95 000 colons anatoliens).

Le tout sans cesser d'être soi-même, un soi-même assez particu-

lier, mélange de capitalisme débridé et de prodigue social-démocratie. Tuteur d'un lourd secteur public (télécoms, électricité, etc.), garant de la meilleure protection sociale de la région, l'État est le premier employeur. À l'entrée du pays dans l'euro, il était dirigé, autre curiosité, par un communiste assez recentré pour laisser filer les pépins bancaires, donc les déficits et le chômage (15%). Premier propriétaire foncier, actionnaire (est-ce possible?) d'une grosse banque et soumise à imposition réduite, l'Église orthodoxe «autocéphale», c'est-à-dire indépendante est, de son côté, régulièrement consultée par le pouvoir. Elle a ses convictions: l'archevêque Chrysostomos II, soit «Bouche d'Or» II, plaide maintenant pour une sortie de la monnaie unique. Contre le nouveau président qui rêve, lui, d'une floraison de casinos. À Nicosie, au sein des sept principaux partis politiques, les consciences européennes sont diverses.

Mort à crédit

D'amènes retraités britanniques comme de cossus résidents russes qui les ont rejoints ou précédés depuis la chute de l'URSS, l'ont seriné aux «envoyés spéciaux»: à Chypre, que ses généreuses attributions de pavillons ont classé 8^e flotte commerciale au monde, «le climat est agréable, l'environnement sûr (comprenez que le racket n'y a pas cours) et l'enseignement de bon niveau». De mythiques personnages hantent aussi plages et maquis: la déesse Aphrodite, née d'une vague fécondée par le Ciel, l'intrépide Richard Cœur de

De mythiques personnages hantent aussi plages et maquis: la déesse Aphrodite, née d'une vague fécondée par le Ciel, l'intrépide Richard Cœur de Lion qui revendit l'île aux Templiers, l'errant Arthur Rimbaud qui y fut chef de chantier.

Lion qui revendit l'île aux Templiers, l'errant Arthur Rimbaud qui y fut chef de chantier. Sans oublier le bien-faisant Milosevic qui avait placé là son épargne comme on le découvrit après son arrestation en 2001. Formalité: décemment rémunérés, les comptes bancaires, aux fonds parfois baladeurs, s'ouvrent, ou plutôt s'ouvriraient, sans excès de curiosité, les valises de liquide étant en principe déconseillées. Le crédit en était toujours plus aisé aux autochtones comme aux entreprises, éventuellement fictives, des expats. Il



Crédit est mort. Qui l'a tué?

¹ En riposte à la tentative de coup d'État fomentée par les dictateurs militaires d'Athènes.

se dit même que pour diverses personnalités, c'est surtout l'annulation de crédits qui était aisée: une enquête est en cours. L'impôt sur les sociétés n'excédait pas 10% (5% un peu plus tôt) contre 33% en France, 20% en Russie. Et, entre autres prodigalités, dividendes et bénéfices sur les ventes d'actions n'étaient pas taxés. À l'heure où menaçait la banqueroute, des aigris du Continent ont dénoncé l'«hydrocéphalie» des banques locales (les dépôts y valaient sept fois le PIB) dont l'effondrement reste à étudier de près. Leur sous-développement aurait surpris...

L'avocat Andréas Neoclous fit personnellement affaire en son temps, «une seule fois», avec Milosevic, un client rassurant: «Il n'a jamais été condamné»! Exact, il est mort pendant son procès...

Toujours en quête d'accommodants partenaires, notamment pour exploiter le gaz naturel découvert il y a peu au large, Chypre l'inventive, pourtant étranglée elle aussi par la dette grecque, s'était, semble-t-il, persuadée d'un éternel Eldorado. Vétéran du terrorisme contre l'occupant anglais dans les années 50 et patron de la première «société de services financiers» chypriote, l'avocat Andréas Neoclous l'a expliqué au journal *Le Monde*: plus que de ses complaisances, Chypre est aujourd'hui victime d'une «invasion économique de (ses) partenaires de l'Eu-

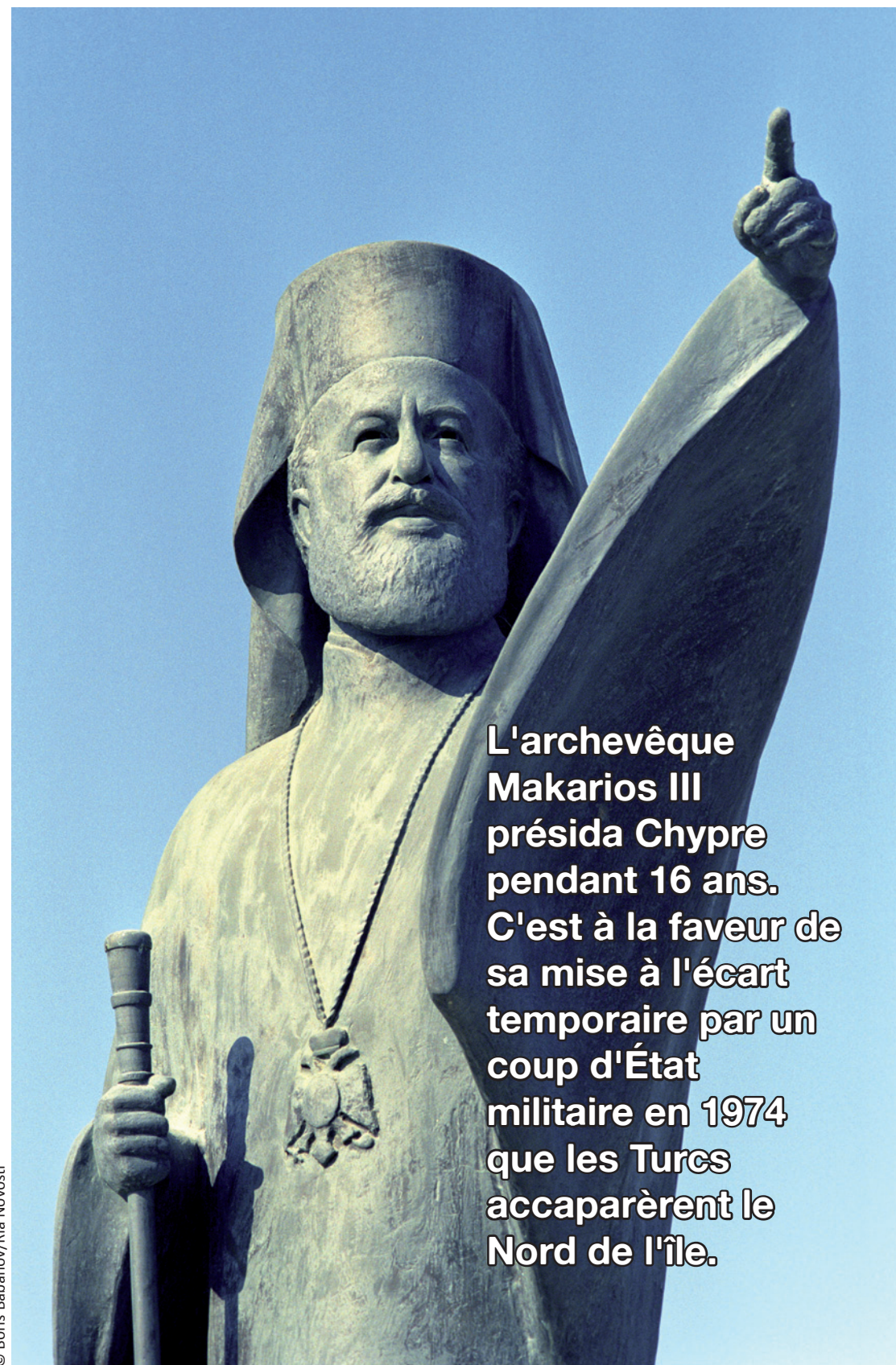


Un client des financiers chypriotes: le criminel de guerre Milosevic.

rope du Nord», monstres froids inattendus sous ces latitudes. Notre septuagénaire fit personnellement affaire en son temps, «une seule fois», avec le même Milosevic, un client rassurant: «Il n'a jamais été condamné»! Exact, il est mort pendant son procès...

Fraîche sous le soleil de Limassol, cette confiance sur fond d'orangers en fleur donne pour le coup la mesure d'une habitude et d'une inconscience périlleuses. L'habitude de manger à trop de râteliers, qui a, pour l'heure, lassé Poutine. L'inconscience, qui a exaspéré Angela, de penser que, dans une Europe éprouvée, un lointain et douteux puceron sans poids politique pouvait jouer longtemps la cigale de la fable. ♣

© Boris Babanov/Ria Novosti



L'archevêque Makarios III présida Chypre pendant 16 ans. C'est à la faveur de sa mise à l'écart temporaire par un coup d'État militaire en 1974 que les Turcs accaparèrent le Nord de l'île.

Forum social mondial : les altermondialistes face aux luttes syndicales

À quelques kilomètres de l'Algérie, tout au Sud du pays, un étrange et interminable tapis roulant longe les montagnes. Il transporte, à vive allure, un sable foncé. À l'horizon, aucune trace de la moindre destination du chargement...

Par Pierre Schonbrodt - CAL

1 Cité par « Tunisie : la révolte étouffée des forçats de Gafsa au tribunal », Infosud, 17 octobre 2008.
2 « Le secteur des phosphates ravagé par les conflits sociaux », AFP, 23 janvier 2013

Dans cette région, trois lettres rythment la vie des habitants : CPG, pour Compagnie de phosphates de Gafsa. Avant la révolution, son chiffre d'affaire affichait un indécrottable 2,714 milliards de dollars¹ et faisait de la Tunisie le cinquième importateur de ce minerai. Restructurer pour maintenir la croissance, telle était la stratégie de ce groupe industriel : en 2008, des 11 000 travailleurs quelques années plus tôt, il n'en subsistait que 4 000. Et des milliards de chiffres d'affaires, il n'en reste plus que des millions : en deux ans il s'est écroulé de 66%².

La pauvreté se féminise

Tunis, campus de l'université Al Manaar 2. Ni minerais, ni poussières polluantes. Nous sommes en plein Forum social mondial. L'assemblée des femmes ouvre la réflexion dans un auditoire survolté. À défaut de pouvoir entendre les oratrices, nous sondons quelques participantes. « La pauvreté se féminise. Les femmes doivent faire face à la flambée des prix des

Les espoirs des défenseurs de la laïcité ne se réaliseront pas tant que l'État tunisien ne développera pas une politique sociale digne de ce nom.

biens de consommation courante. Et l'exode rural n'arrange pas leur situation », rappelle une Sénégalaise. Une militante du Mouvement des sans-terres du Brésil insiste : « Les femmes sont plus vulnérables et leur combat n'est souvent pas visible. Elles doivent s'unir pour faire face à la violence qu'elles subissent ». En Tunisie, depuis janvier 2012, 5 000 associations ont vu le jour. « Nous travaillons à Senjaïne, un village qui est aussi le fief des salafistes. Nous agissons essentiellement sur le droit des femmes afin qu'elles puissent participer au développement socioéconomique de leur région », explique une militante associative.

Laissés pour compte

À cinq heures de route de la capitale, il faut se méfier de la vitalité des tapis roulants. Fonctionner ne veut pas dire « rentabiliser » et encore moins « produire ». L'industrie du phosphate, telle une poule sans tête, excave sans fin, transporte inlassablement mais n'exporte plus ou si peu... Les habitants, soutenus par les ouvriers de toute la région, laissent sortir les cargaisons de phosphate au compte-goutte. Depuis 50 ans, leur colère gronde : l'État tunisien, qui profite des richesses du minerai à hauteur de 10% de son budget, n'a jamais réinvesti le moindre dinar dans la région. À Redeyev, par exemple, l'hôpital date encore de l'époque coloniale. Le chômage des jeunes est endémique (dans certaines zones, il atteint désormais 90%), les loisirs n'existent pas et Ben Ali a transformé l'unique cinéma de la région en un... supermarché. Diversifier les activités et réduire les coûts pour stimuler la croissance, une stratégie qui a mené la région dans l'impasse la plus totale.

Rares sont les participants du FSM 2013 qui connaissent le conflit social le plus long que la Tunisie ait jamais connu. Le plus meurtrier aussi. En 2008, Ben Ali faisait taire les contestataires à coups de tirs à balles réelles. Bilan : 4 morts, 24 blessés et des dizaines d'arrestations. Ici, d'aucuns estiment que c'est ce jour-là que la révolution tunisienne a commencé. Cinq ans plus tard, la population n'a pas encore baissé les bras. Dans l'épais programme du FSM 2013, un atelier pose donc la question : comment susciter de nouvelles synergies entre les associations progressistes du Nord et du Sud tout en garantissant la séparation des religions et de l'État ? À voir la mine angoissée des trois membres de la cellule Europe-International du Centre d'Action Laïque, organisatrice de l'atelier, le succès n'est manifestement pas garanti. Pourtant la salle se remplit, les visages se détendent et tous évoquent l'enjeu laïque sans détour, droit dans les yeux. « Les espoirs des défenseurs de la laïcité ne se réaliseront pas tant que l'État tunisien ne développera pas une politique sociale digne de ce nom » estime



Pas de loisirs, pas de travail, pas d'horizon...

La laïcité est aux côtés des Tunisiens démocrates et progressistes.



© Olivier Conrardy

Pierre Galand, président du CAL et de la Fédération Humaniste Européenne. «Être ici, c'est justement comprendre ce qui est vraiment en train de se dérouler. Nous sommes face à des enjeux majeurs, c'est pourquoi nous devons savoir ce que nous pouvons faire entre progressistes pour s'épauler et s'entraider. L'Occident se confronte au monde de l'islam depuis l'époque des croisades et aujourd'hui nous n'en sommes pas encore sortis. On se jette des regards de défiance tout en ne parvenant pas à dépasser ni l'époque coloniale, ni la décolonisation. Il faut avoir le courage de changer notre regard.»

Décor lunaire

Retour à Gafsa. Le site semble complètement abandonné. Nous nous arrêtons devant les portes de l'usine où les trois lettres CPG ont été lourdement caillassées. Au loin, on devine un soldat dans l'entrebâillement d'une porte. Non loin de lui, deux jeunes gens sortent d'une tente. Prudemment, nous nous approchons, étonnés de cette scène quelque peu surréaliste. «Nous bloquons l'usine depuis le

mois d'octobre 2011. Nous exigeons que la CPG nous donne du travail», nous confient-ils. Comment deux jeunes chômeurs peuvent-ils parvenir à paralyser une usine de traitement du phosphate? «Nous sommes allés trouver les ouvriers en leur faisant part de nos revendications. Ils nous ont soutenus et sont payés depuis des mois grâce à la caisse syndicale. L'armée protège l'outil et nous notre futur travail. Nous poursuivrons le mouvement jusqu'au bout!» Dans un décor lunaire, post-apocalyptique, nous visitons l'usine à l'arrêt. Jamais une équipe de journalistes européens n'a pu pénétrer sur un site comme celui-ci. Sous Ben Ali, nous n'aurions même pas pu atteindre Gafsa. L'État ne contrôle plus vraiment la région et malgré un harcèlement policier aussi discret que minutieusement organisé, les habitants semblent régner en maîtres. Certes, l'avenir de la Tunisie post-révolutionnaire reste incertain mais il flotte désormais un délicieux parfum de liberté et de détermination que même les islamistes auront bien du mal à éliminer³. 🌿

Pas de malaise en Malaisie?

Plongée dans un pays complexe où des élections générales viennent d'avoir lieu; pour la première fois dans cette monarchie constitutionnelle, élective et fédérale, la coalition qui gouverne sans discontinuer depuis l'indépendance en 1957 a vu son pouvoir contesté.

Par Jean Bernard
Journaliste

Les élections générales de ce 5 mai se sont déroulées sur fond de coups bas, de scandales et de mécontentement populaire. Le leader de l'opposition, Anwar Ibrahim, après avoir été condamné notamment à plusieurs reprises par le passé pour «sodomie», promettait, si sa coalition tripartite (le Pakatan Rakyat, composée d'un parti malais, d'un chinois et d'un indien) passait, de mettre fin à la corruption et au favoritisme dont bénéficie, selon lui, la majorité malaise, qui forme la base électorale de l'UMNO¹.

Tigre économique

Quand on évoque la Malaisie, pays très discret et pourtant influent, on pense d'abord aux plages, à la mer turquoise et ses fonds marins, à la forêt tropicale quasi impénétrable peuplée de singes dont les célèbres orangs-outangs de Bornéo, malheureusement menacés par la déforestation pour faire place aux palmiers. On pense aussi à la réussite économique de ce tigre asiatique qui a pris son envol à la suite de

son petit voisin singapourien, réussite matérialisée par les *Twin Towers* –les tours Pétrobras du nom de la société pétrolière locale– ou par Tony Fernandes, le patron de la compagnie low cost AirAsia laquelle, en dix ans, est devenue la plus grande et la plus puissante compagnie de ce type à travers le monde et désignée comme la meilleure depuis 2009. En 2001, le brave homme reprenait la société fondée huit ans plus tôt et commençait avec deux avions de location. Depuis, Airbus lui doit beaucoup pour sa prospérité avec 475 avions achetés. Des filiales AirAsia ont été ouvertes dans tous les pays d'Asie. Le gouvernement malaisien a dû lui demander de retirer ses vols vers Londres et Paris en 2012, la compagnie nationale –Malaysian Airlines– perdant trop dans cette aventure. En échange de ce retrait, Fernandes s'est vu offrir des parts dans la compagnie nationale.

Fou de voitures, il a aussi investi dans l'écurie de F1 Caterham où l'on retrouve également le constructeur local d'automobiles, Proton. Fernandes est repré-

¹ United Malaysia National Organisation, le parti dominant.

³ Un reportage de 26 minutes sur ce sujet sera diffusé dans «La Pensée et les Hommes» au mois de mai. Cf. page 83 pour les dates et heures de (re)diffusion.

sentatif de la Malaisie multiple qui va de l'avant; Indien d'origine portugaise, né à Kuala Lumpur voici 50 ans. Dans le pays, les Malaisiens d'origine indienne représentent environ 10% de la population, pour 30% de Chinois et 55% de Malais, musulmans depuis le XV^e siècle, les 5% restant étant les Orang Asli (les peuplades originelles des forêts) ou les Anglais, encore très présents dans ce pays où la langue de Shakespeare est commune à tous.

Discrimination positive

De l'extérieur, tout semble donc parfaitement harmonieux, chaque groupe se répartissant les tâches: aux Indiens les professions libérales, aux Chinois le commerce, les postes administratifs étant confiés aux Malais. Pourtant, depuis 1969, le concept de *bumiputra* est appliqué; il consiste à promouvoir une plus grande égalité des chances entre les groupes indigènes –dont les Malais– et les autres, Chinois et Indiens, vus comme trop dominateurs au point de vue économique. Le *bumiputra* se marque en termes d'accès privilégiés à des logements subventionnés ou à l'éducation supérieure, et les entreprises locales sont obligées d'engager des cadres malais. Assouplies au début des années 90, ces règles font toujours débat et provoquent un profond ressentiment envers la communauté malaise vue comme paresseuse et assistée par les deux autres.

D'un autre côté, le fait que la communauté malaise ne soit que légèrement majoritaire et doive faire face à deux groupes assez puis-

sant explique que la montée de l'islamisme soit moins marquée à l'échelle du pays. Car la Fédération de Malaisie n'est pas homogène non plus, quatre États étant dirigés par un gouverneur et neuf autres, par des sultans qui, eux-mêmes, désignent le roi pour cinq ans.

On peut prendre la mesure du ressentiment des Chinois ou des Indiens vis-à-vis des Malais sur l'île de Penang, au Nord-Ouest de la Malaisie, où les Anglais avaient établi leur gouvernement. Majoritaires, les Chinois n'y vont pas par le dos de la cuiller; pour ceux que nous avons rencontrés, les sultans ne sont que profiteurs paresseux, se contentant d'amasser des fortunes considérables et sont accusés de favoriser l'islamisme.

Islamisme galopant

Il est vrai que si la montée de celui-ci est relativement lente au niveau fédéral, dans les États du Nord-Est du pays, la sharia est de plus en plus instaurée. «*Mais le parlement fédéral intervient et met parfois bon ordre*», nous explique Jean-Pierre Vin, un Belge installé depuis un quart de siècle dans le pays. «*Comme cet État du nord-est qui avait décrété que les femmes ne pouvaient plus couper les cheveux des hommes et inversement.*» Néanmoins, ce retraité observe que les choses n'ont pas évolué dans le bon sens. «*Dans mon quartier, chaque année, il y a la fête des voisins, chacun accueillant l'autre avec de la nourriture et des boissons. Voici quinze ou vingt ans, tout le monde*



Les «*Twin Towers*» de Kuala Lumpur, symboles du «*miracle malaisien*». Mais à quel prix?

venait chez l'autre. Désormais, les Malais ne viennent plus au prétexte que les verres ont contenu de l'alcool ou que les couverts ont été touchés par des mains impies.»

Si l'application de l'islam le plus rigoureux se fait dans les États du Nord-Est, l'État de Selangor, aux portes de Kuala Lumpur, a décrété en début d'année 2013 que le terme «Allah» ainsi qu'une trentaine d'autres étaient interdits aux non-musulmans, tant à l'oral qu'à l'écrit. En cas de plainte formelle, le non-musulman déclaré coupable se verra recevoir une amende de 3 000 ringgits (soit 700 euros).

La Malaisie a été classée pour la troisième année consécutive comme la destination la plus halal, devant l'Égypte et les Émirats arabes unis,

selon une enquête d'un institut de sondages basé à Singapour. «*Nos analyses ont porté sur le niveau de disponibilité des services islamiques comme la nourriture halal, les lieux de prière, les hébergements conviviaux dans les principaux lieux touristiques de la destination*», indique le rapport.

Cet État du Nord-Est avait décrété que les femmes ne pouvaient plus couper les cheveux des hommes et inversement.

La Malaisie, enfin, est aussi connue pour être un fer de lance en matière de législation sur le halal. Ce sont d'ailleurs les règles édictées en Malaisie qui sont à la base de ce qui se décide en Belgique. Cela n'a pas empêché, dans cet État du Sud-Est asiatique de connaître aussi des arnaques à l'étiquetage. Depuis le 1^{er} juillet 2012, en Malaisie, toute entreprise qui commercialise des produits halal est dans l'obligation d'apposer très clairement l'estampille «Jakim» ou celle délivrée par le Federal Territory Islamic Religious Department (Jawi). Les contrevenants sont passibles d'une amende et peuvent encourir jusqu'à trois ans de prison. Dans les grandes surfaces, à Kuala Lumpur, viande de porc, boissons alcoolisées et autres produits non halal sont vendus et emballés dans un local à part, par des caissières chinoises ou indiennes. Discrimination positive? 🌿

DOSSIER

Avanti populismo !

Les actions du café du Commerce
sont en hausse, merci pour lui.
Abruti par la télévision, la publicité
et le consumérisme, mis KO debout
par la menace d'une crise systémique
augurant d'un cataclysme imminent,
le peuple cherche-t-il un saint à qui
se vouer ?



Avanti populismo !

Les actions du café du Commerce sont en hausse, merci pour lui. Abruti par la télévision, la publicité et le consumérisme, mis KO debout par la menace d'une crise systémique augurant d'un cataclysme imminent, le peuple cherche-t-il un saint à qui se vouer ?

C'est en tout cas le terreau qu'ensemencent ceux qui voudraient tirer les marrons du feu à moindre frais. Autrement dit, sans trop s'encombrer des lourdes chaînes de la démocratie, de l'analyse rationnelle et du débat d'idées citoyen. L'histoire nous a pourtant montré maintes fois à quoi menait le mythe de l'homme providentiel. Et chacun sait qu'elle aime repasser les plats.

À l'heure où plus que jamais nos sociétés plurielles ont besoin d'intelligence, de vision stratégique, d'équilibre et d'équité, le populisme apparaît comme un danger contre lequel il est sage de nous prémunir. Puissent ces quelques contributions apporter du grain à moudre à ceux qui adhèrent aux vertus de la citoyenneté, et faire réfléchir à deux fois ceux qui seraient tentés de croire que le Grand Soir est un cadeau du père Noël.

Yves Kengen
Rédacteur en chef

Entre populisme et humanisme, l'impossible entente

Que certains soient mal à l'aise avec la notion de populisme, quoi de plus naturel ? Ce terme devenu péjoratif ne reflète en soi aucune idéologie clairement définie. Le populisme n'est ni une théorie politique, ni un programme économique, ni un projet social, ni même une utopie. Le discours populiste s'adresse aux émotions plus qu'à la raison et il émerge en temps de crise.

Par Vincent Dufoing et Barbara Mourin - Picardie Laïque¹

Quel que soit le contexte sur lequel il vient se greffer, le populisme est reconnaissable à un certain nombre de caractéristiques : la compatibilité avec n'importe quelle idéologie, l'utilisation mensongère et simpliste de l'idée démocratique, une idéalisation et un appel direct au peuple en tant que masse globale indéfinie ; dans certains cas, présence d'un leader charismatique et démagogue, dénonciation d'un prétendu complot contre le peuple par des forces intérieures ou étrangères, rejet du parlementarisme et du gouvernement (« tous pourris »), anti-intellectualisme, volonté de séduire et de manipuler le peuple sans volonté de l'instruire et de l'émanciper et, in fine, absence d'un programme politique clair et réaliste.

Marque commerciale

La détérioration du bien-être individuel et collectif, associé au recul des

libertés individuelles et du sentiment de souveraineté populaire, a entraîné une défiance à l'égard de la classe politique qui apparaît aux yeux des

Nous avons, individuellement et collectivement, un devoir de vigilance à remplir face à ce phénomène.

citoyens comme déconnectée de la « vraie vie ». Leur réaction est alors de se laisser tenter par un vote radical, contestataire, simpliste et... populiste. C'est ainsi qu'aujourd'hui, de nouvelles formes de populisme voient le jour en politique. Leur caractéristique n'est pas le contenu de leur message, mais l'usage des médias comme marche-

¹ Pilotes de la campagne « Populisme » menée par le CAL dans le cadre de ses activités d'éducation permanente.



Non, je ne vous méprise pas.

pied de leur popularité: la télévision et internet permettent de «vendre» un candidat à une élection politique comme s'il s'agissait d'une marque commerciale, en s'appuyant sur sa «célébrité médiatique». Beppe Grillo et Silvio Berlusconi en sont de beaux exemples en Italie.

L'intervention des États européens pour secourir les banques en perdition a fragilisé l'économie publique, ce qui a entraîné un affaiblissement du filet de protection sociale dans plusieurs pays. Les banques, une fois renflouées, ont repris leurs activités

spéculatives. Les industriels, de leur côté, en délocalisant une partie de la production vers des régions du monde où la main-d'œuvre est moins chère, ont provoqué un chômage massif et structurel, situation que les États ne peuvent endiguer, faute de moyens légaux d'agir sur le secteur privé. Ces deux phénomènes concomitants ont entraîné une accélération de la paupérisation des classes moyennes et inférieures, et de grosses difficultés au sein des PME, privées du soutien des banques et soumises à un régime de concurrence déloyale face

aux facilités offertes aux multinationales. L'Europe, supposée constituer une avancée démocratique historique, ne représente plus dès lors un espace protecteur pour ses citoyens et devient à leurs yeux la source de tous leurs maux. Désarmés, ils sont prêts à se lancer dans les bras de ceux qui prétendent pouvoir les sortir de cette mauvaise passe. Il est notoire que le terreau du populisme est une situation socioéconomique instable et fragile et donc angoissante pour la population. Dans ces conditions,

les populistes de tout poil ont un bel avenir devant eux !

Café du Commerce

Et avec eux, la propagation d'une série de phénomènes collatéraux: recherche de solutions simplistes à des problèmes complexes, productions culturelles réduites au divertissement, désignation de boucs émissaires, appel direct au peuple au mépris des processus démocratiques, discrédit des intellectuels, etc. À l'appui du constat que le danger est réel, on note que de plus en plus, ces tendances se retrouvent dans les discours médiatiques et politiques, toutes familles confondues, au risque de favoriser des lois liberticides présentées comme salutaires (souvent pour contrer des dangers exagérés à dessein, voire inventés de toutes pièces: recrudescence de la violence et de la criminalité, peur de l'étranger, risque terroriste...).

À l'heure actuelle, ce sont les partis les plus à droite qui en tirent les bénéfices: ce n'est plus l'idéologie qu'ils défendent qu'ils mettent en avant, mais la manière dont ils s'adressent à l'électeur et les solutions simplistes qu'ils proposent qui font mouche. Évitions toutefois le piège qui consiste à qualifier de populiste toute dénonciation du système en place lorsque l'argumentation s'appuie sur un contenu valable et documenté et que les solutions proposées ne mettent pas en péril la démocratie (l'exemple de Jean-Luc Mélenchon est parlant à cet égard).

Les discours populistes sont-ils dangereux «en soi»? Y aurait-il «un bon

et un mauvais usage du peuple»? Si le populisme trouve son expression la plus visible en politique, les effets de ce phénomène se ressentent à tous les niveaux de la société et de l'espace public, au détriment du libre arbitre, le l'émancipation de l'individu par la pensée critique et du recours à la raison comme clé de lecture des faits de société. Le «café du Commerce» ne s'est jamais si bien porté...

L'Europe, supposée constituer une avancée démocratique historique, ne représente plus un espace protecteur pour ses citoyens.

Une telle situation justifie pleinement que la laïcité organisée s'investisse pour démonter le mécanisme fallacieux de cette pensée raccourcie et simplifiée à outrance qu'est le populisme. Le danger est grand en effet que chacun puisse se trouver piégé: qui ne s'est jamais surpris à penser «avec ses tripes» plutôt qu'avec sa raison? Nous avons, individuellement et collectivement, un devoir de vigilance à remplir face à ce phénomène. †

2 Jean-Pierre Rioux (dir.), *Les populismes*, Paris, Perrin, 2007, coll. «Tempus».

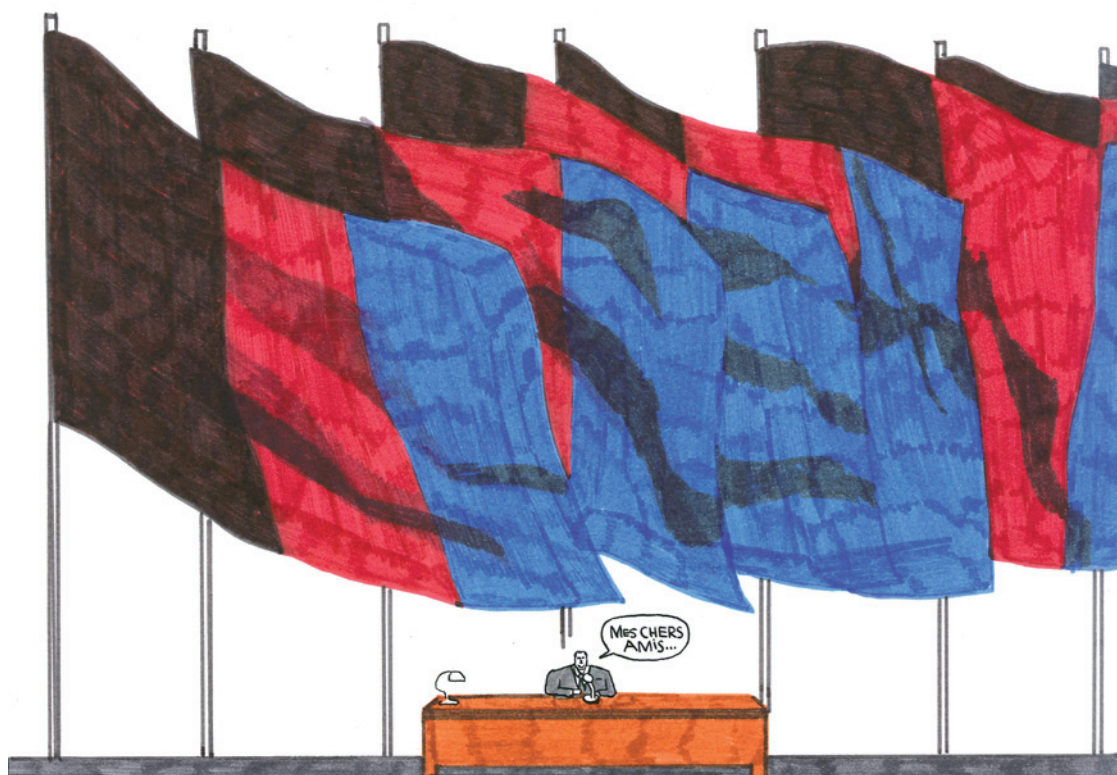
C'est quoi le populisme ?

C'est l'histoire d'un phénomène vieux comme le monde. Une sorte de feu politique. Toute démocratie doit apprendre à le cerner pour mieux le contrôler.

Par Pascal Martin
Journaliste

Le terme inquiète sans que l'on sache vraiment ce qu'il signifie. Lors du dernier sommet européen, à Bruxelles, l'Allemand Martin Schulz lui a pourtant déclaré la guerre. En marge d'une intervention sur le budget de l'UE, le président du Parlement européen

confiait à quelques journalistes que le populisme présentait un extrême danger pour tout le Vieux Continent. À quelques dizaines de mètres de là, le très ultraconservateur Viktor Orbán trônait parmi les autres chefs d'État et de gouvernement, sans que ceux-ci



osent ou songent à mettre en garde le Hongrois contre la dérive populiste de sa politique et de son pays.

Contre l'establishment

Et pour cause : bien malin qui peut dire aujourd'hui avec exactitude où commence et où termine le populisme. Ce que signifie simplement ce mot. Le seul fait d'en user réveille des sensibilités extrêmes comme l'a démontré le discours de Noël d'Albert II sur «la crise des années 30 et les réactions populistes», avertissement qui visait –faut-il le préciser ?– la N-VA, fossoyeuse potentielle de «son» pays.

Le populisme est l'idée selon laquelle les élites traditionnelles sont dévoyées, enfermées dans leur tour d'ivoire et donc coupées des aspirations du peuple.

Au cours de la dernière décennie, deux chercheurs français ont aidé à mieux comprendre la montée des populismes européens : Jean-Yves Camus et Guy Hermet. Premier constat : on parle «des» populismes, le phénomène étant multiforme et évolutif, en dépit d'un ADN commun.

Pour le spécialiste des droites extrêmes qu'est Jean-Yves Camus, le populisme est «l'idée selon laquelle les élites traditionnelles sont dévoyées, enfermées

dans leur tour d'ivoire et donc coupées des aspirations du peuple». Les décisions sont censées émaner de celui-ci, incarné par un leader charismatique. La communication et la recherche de l'adhésion contre l'establishment passent par l'émotion et la dénonciation virulente des grands problèmes –ou supposés tels– de la société. L'immigré fait un bouc émissaire idéal. Plus les temps sont durs, mieux ça marche.

À droite toute

Rien de neuf dans tout cela. Si l'on remonte à la plus haute Antiquité, on trouvera en effet des tribuns souvent doublés de guerriers redoutables, hommes charismatiques doués par emporter l'assentiment d'un groupe ou d'un peuple et prompts à contester le pouvoir en place.

Les historiens estiment toutefois que le populisme moderne est apparu en Russie puis aux États-Unis au milieu du XIX^e siècle. Le mot lui-même est rapidement devenu péjoratif, discréditant notamment certains traits du fascisme. Après 1945, le second souffle des démocraties parlementaires lui a volé son oxygène. Mais peu à peu, le populisme est réapparu. Un moment fort : la victoire en 2000 de Jörg Haider en Autriche a frappé les imaginations en raison des attaches familiales du Carinthien avec le national-socialisme. Avant lui, pourtant, le populisme était déjà bien là. En Italie (Lega Nord), en Suisse (Union démocratique du centre), en Belgique (Vlaams Blok devenu Belang), etc. À chaque fois, il a pris une forme particulière imposée

par les circonstances du temps et de l'endroit. D'où «les» populismes.

Le populisme, c'est un peu une panacée. Il n'épargne aucun bord, tout homme politique tentant à un moment donné de faire vibrer la fibre émotionnelle de son auditoire, quitte à verser dans la démagogie. C'est ce que le politologue français Guy Hermet nomme le «*populisme de forme ou de méthode*». «*Il sert à prendre et à garder le pouvoir, explique-t-il, mais ne prétend pas rompre avec la démocratie*». Contrairement au «*populisme de rupture*» qui cherche à pénétrer par effraction dans un monde cadencé par des professionnels de la politique. Comme tenta de le faire par exemple Léon Degrelle en 1936, et surtout durant la Seconde Guerre mondiale.

Contamination

Un peu de démagogie ne peut pas faire de tort, entend-on parfois dire. Lors de la campagne présidentielle de 2007, Nicolas Sarkozy a réussi ainsi à briser avec sa gouaille l'élan du Front national. Mais il y a des dommages collatéraux. La récupération des argumentaires de l'extrême droite par la droite traditionnelle en est un –comme l'a démontré le débat sur l'identité nationale lancé par le même Sarkozy. D'où la perte des repères chez l'électeur. D'où la banalisation et même l'acceptation du populiste par ses pairs. «*Un Jean-Marie Dedecker, analysait en 2010 Guy Hermet, n'a rien d'un fasciste.*»

Le populisme n'est pas que l'affaire de la droite nationaliste ou de l'extrême droite. Historiquement, des partis de gauche et d'extrême gauche ont recouru plus souvent qu'à leur tour à la rhétorique populiste. Aujourd'hui, leur parangon est sans doute le Français Jean-Luc Mélenchon (Front de gauche), ennemi juré de tous les pouvoirs établis. Mais c'est sans doute avec la droite radicale et l'extrême droite que le populisme trouve ses expressions les plus fortes, sinon dévastatrices. Longtemps, des partis comme le Vlaams Belang ou le Front national se sont nourris des fondamentaux fascistes et nationaux-socialistes. Le fameux «*détail de l'histoire*» de Le Pen nous le rappelle. Depuis une dizaine d'années cependant, les choses changent. Dans la forme d'abord : la faconde d'un Degrelle avant-guerre fait désormais l'effet d'un numéro de cirque auprès des jeunes. Dans le fond ensuite : l'immigré, cette cible idéale, cède sa place au musulman. Les manifestations extérieures de l'islam (voile, burqa...) sont perçues comme «la» menace pour la société. Le bouc émissaire, encore et toujours... Ce combat, forcément viril, trouve ses champs de bataille en Autriche, aux Pays-Bas, en France, en Italie ou en Belgique. Certains pays –vaccinés en raison de leur histoire contre les fascismes comme le Portugal, l'Espagne ou l'Allemagne– s'y montrent plus résistants. Même si la crise y révèle des failles qui ne demandent qu'à s'élargir. ♣

Au nom du peuple

Le populisme, «maladie infantile» de la démocratie?

Le populisme, c'est un peu le monstre du Loch Ness : tout le monde en a entendu parler, mais personne ne sait à quoi il ressemble.

Par Jean Sloover
Chroniqueur

Spontanément, il évoque des courants politiques historiquement situés comme le mouvement socialiste agraire des Narodniks russes, le péronisme argentin, etc. Mais, depuis Lénine qui l'a relégué aux marges du mouvement ouvrier organisé et le fascisme qui en fut un héritier paroxystique, le populisme, hautement polysémique, sert aussi d'anathème pour disqualifier des discours politiques alternatifs que l'on entend contredire à peu de frais. À l'heure actuelle, le voilà donc fréquemment convoqué pour terrasser les pensées critiques que suscite le *mainstream* néolibéral. En ce sens, l'épithète «populiste» sert aujourd'hui à qualifier à la fois certains récents développements politiques européens mal identifiés, aussi bien que l'électorat incertain qui donne ses suffrages aux formations partisans dans lesquelles ces développements s'incarnent, etc.

Populisme n'est pas démagogie

Cela étant, sur le fond, il existe pour l'heure une indéniable réalité populiste, laquelle renvoie en somme à trois de ses marqueurs classiques. Un, une

rhétorique simplifiant à l'excès la réalité sociale mais susceptible d'entrer, par contamination, dans la stratégie d'acteurs très divers, en ce compris des partis au gouvernement. Deux, une idéologie embryonnaire volontiers mâtinée de nationalisme : le populisme, en effet, tout en jugeant vaine la querelle entre la gauche et la droite, s'appuie sur un imaginaire typique qui regarde le politique comme l'opposition entre un peuple fictivement unifié et de petites minorités qui n'en sont pas issues et qu'il qualifie d'élites : la Commission de Bruxelles, les «politiciens professionnels», les financiers, autant de catégories qu'il accuse d'avoir trahi leur promesse d'une société égalitaire. Trois : un qualificatif pour étiqueter l'électorat flottant –mais de mieux en mieux identifié– des partis concernés et qui semble composé de citoyens appartenant aux tranches d'âge supérieures –souvent féminines– des couches sociales caractérisées par une éducation plus faible que la moyenne.

Si le populisme doit ainsi être distingué de notions voisines comme la démagogie, l'extrême droite ou le communau-

tarisme, la question demeure de savoir s'il suffit, à lui seul, à rendre compte du phénomène politique multiforme actuellement à l'œuvre en Europe et que, faute de mieux, on dénomme comme tel. Une interrogation d'autant plus centrale que le populisme contemporain ne pouvant, à l'évidence, être ramené à la démagogie de quelques «tribuns de la plèbe», son émergence doit être recherchée dans les «grandes transformations» contemporaines, lesquelles lui impriment une morphologie inédite. Certes, la liste de ces mutations est longue, mais, au moins, est-il possible d'en pointer ici quelques-unes que l'on peut, sans excès d'audace, soupçonner d'avoir servi de terreau à sa renaissance.

Décomposition démocratique

Le coup d'arrêt donné vers le milieu des années 70 au compromis social-démocrate qui a fait les Trente Glorieuses, puis l'évanouissement de l'imaginaire de l'alternative que signe la chute du mur de Berlin en 1989 figurent assurément au nombre de ces facteurs. La nature ayant horreur du vide, il en va donc de même de l'ascension parallèle du néolibéralisme, singulièrement de sa vulgate, la pensée unique, dont un des fils rouges est une disqualification méthodique de l'État et de la politique, notamment via une dénonciation hystérique des prélèvements obligatoires. Mais, paradoxalement, cette hégémonie grandissante de l'idéologie «économiste» a en même temps confiné la classe dirigeante à un discours normé par les exigences fonctionnelles d'un nouveau capitalisme de plus en plus sourd aux souffrances

sociales. Une surdité dont témoigne l'étonnante «novlangue» née dans le sillage de l'idée de «fin de l'histoire», à savoir le discours euphémistique dominant qui, depuis, cherche, pour neutraliser toutes velléités de résistance, à propager, comme dit Éric Hazan, l'illusion d'une «cité pacifiée, une et indivisible» soluble dans une «immense classe moyenne solidaire et conviviale». Face à une fable à ce point contraire à l'évidence du chômage de masse et de la croissance des inégalités, n'était-il pas écrit qu'un discours conflictuel, un jour ou l'autre, viendrait à ressurgir ?

«Nouveau régime»

Si c'est contre cette mythologie que le populisme s'attache à réinjecter de la conflictualité – d'une nature toutefois très différente de celle de la lutte des classes –, il faut alors, au nombre de ses racines, mentionner aussi le cours pris par la construction européenne à l'occasion du marché unique. Celui-ci, certes, a alors renforcé son autorité. Mais il a, en même temps, affaibli son efficacité et sa légitimité substantielle, sapant, au bénéfice des conservateurs, l'assise électorale des familles politiques social-démocrate et démocrate-chrétienne, toutes deux proches de la classe ouvrière, mais qui furent pourtant les artisans zélés de la réforme des traités. Une évolution d'autant plus favorable aux populistes que, dans le creuset de la Commission européenne a émergé, dans la foulée, cette manière nouvelle de fabriquer de la décision politique que Guy Hermet a baptisée «nouveau régime» : caresser l'électeur dans le sens du poil tout en prenant publiquement un minimum de mesures impor-

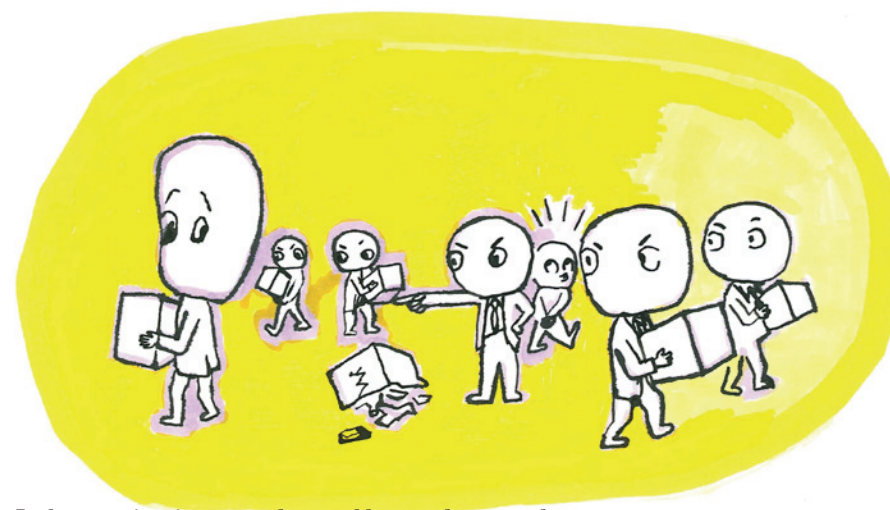
tantes, ces affaires qui fâchent étant confiées discrètement à des cénacles feutrés situés à la charnière du privé et du public et composés de personnalités non élues mais supposées éclairées. Un «nouveau régime», que d'autres appellent souvent «gouvernance», mais qui, toujours, tend à se substituer au peuple souverain en glissant d'une fonction consultative vers une fonction délibérative et finalement décisionnelle mise le plus souvent, constate Hermet, au service d'un démontage «en douce» de l'État-providence...

Ce «nouveau régime» correspondrait-il au principe que Pierre Rosanvallon appelle «l'entropie représentative» ? À ce que Alfio Mastropaolo nomme le «déclin des passions politiques» ? Serait-ce le symptôme de ce que le sociologue anglais Colin Crouch baptise «décomposition démocratique» ? Ernesto Laclau oppose en tout cas le populisme à la gestion technocratique du politique. Si c'est le cas, ledit populisme aurait alors bien partie liée avec ce que, faute de mieux, on qualifiera de désenchantement démocratique :

celui que suscite la démocratie sans ambition qui végète au cœur d'États évidés par la mondialisation et une construction supranationale inaboutie qui les livrent, fragilisés, aux oligarchies financières comme à des flux migratoires d'importance issus d'aires culturelles toujours plus lointaines, en particulier du monde islamique. À moins que le vote populiste, loin d'être fatalement xénophobe, ne concrétise une réaction plus générale encore : celle qui est aux sources du besoin grandissant d'ordre et de sécurité dans la vie collective qu'expriment certaines populations face à l'érosion des sociétés traditionnelles européennes blanches et masculines déstabilisées par l'accélération du libéralisme culturel...

Pensée magique

Bien entendu, cette liste de facteurs explicatifs n'a rien d'exhaustif. Il faudrait, par exemple, y adjoindre les manifestations de l'individualisme narcissique propre à notre hypermodernité, la psychologie propre à ce que Guillaume Erner



Le bouc émissaire, éternel coupable pour les éternels sauveurs.

appelle « *la société des victimes* », la disparition de la presse d'opinion compensée par la dérive « peuple » du paysage médiatique ou encore la métamorphose d'une droite extrême qui a rendu poreuse la frontière qui la séparait jadis de la droite traditionnelle, etc.

Si contre cette maladie infantile de la démocratie plusieurs stratégies sont concevables, la bataille idéologique contre ses raisonnements rudimentaires semble l'offensive désormais la plus urgente à lancer.

Si, pour rendre rondement compte d'un phénomène politique, la notion de populisme est trop rapidement convoquée, elle risque donc fort de déboucher sur des interprétations aberrantes qui brouillent les choses plus qu'elles ne les éclairent. Et ce, d'autant que les racines du populisme contemporain – si tel est bien le terme qui sied pour désigner ce qui est à l'œuvre –, se combinent de façon chaque fois spécifique selon le pays concerné. Et que, variante politique de la pensée magique, il est aussi, avant tout, affaire de symboles et d'images : réduisant les luttes socio-politiques à l'opposition binaire du peuple et de l'élite¹ et en simplifiant à outrance, pour ce faire, les enjeux qui font la conjoncture politique, que fait-

il, en effet, sinon fonctionner, ni plus, ni moins, sur le registre du mythe ?

Substituant ainsi l'incantation à l'analyse, il élargit sans cesse la méconnaissance sociale, compromettant toujours davantage les efforts déjà laborieux des sociétés démocratiques pour affronter les défis que le temps présent et les méandres de l'histoire leur imposent. Fallacieux et mystificateur, le populisme contemporain, intellectuellement immature et stérile, se montre donc, non incapable d'apporter une réponse au désenchantement seulement démocratique mais, de surcroît il s'avère nettement toxique dès lors que, comme le souligne Alain Bergounioux, il possède – et ce pourrait être là la plus grande menace qu'il incarne –, la capacité de polluer l'opinion publique ; de gripper les mécanismes démocratiques et de perturber les débats publics. Contaminant les autres partis avec leurs thèmes de prédilection, les populistes, précise-t-il, en viennent, de cette manière, à compliquer, à troubler, retarder, mettre en cause, voire bloquer les nécessaires mutations socioéconomiques.

Que faire ? Si contre cette maladie infantile de la démocratie plusieurs stratégies sont concevables, la bataille idéologique contre ses raisonnements rudimentaires semble l'offensive désormais la plus urgente à lancer. Aussi si ceux auxquels elle incombe se montreraient impuissants à la gagner, cette lutte finale, le risque serait-il considérable de voir le populisme devenir une composante durable de la scène politique européenne... ✦

Le charisme, terreau du populisme politique

Avertissement : Nous attendions un article de René Zayan professeur de psychologie et d'éthologie à l'UCL, que celui-ci n'a pu finaliser pour des raisons personnelles. Toutefois Stéphane Baele, chercheur à la chaire Tocqueville en politiques de sécurité à l'Université de Namur, a bien voulu mettre à notre disposition un extrait de l'entretien qu'il a eu avec lui dans le cadre de sa publication « Focus sociopsychologique sur la crise politique belge de 2011. Entretien croisé avec Valérie Rosoux et René Zayan », parue en mars 2012 dans la revue « Émulation »¹. Qu'il en soit ici chaleureusement remercié. Dans le contexte dont ce texte est extrait, l'auteur tente de faire valoir ce qui, en politique, relève de la négociation, de la tension, de la conciliation ou du conflit. Avec, en toile de fond, le rôle joué par les principaux acteurs des 540 jours de crise gouvernementale belge. Il s'agit de percevoir quelle est la stratégie sous-jacente qui motive les actions visibles et quels sont les moteurs de leur éventuel succès.

Un entretien de Stéphane Baele avec René Zayan

Stéphane Baele : Au vu de ce que vous avez observé en termes de charisme, de comportements, quelles personnalités ont été marquantes et sont susceptibles d'émerger/de s'effondrer à l'occasion des prochains scrutins ?

Leur débit de parole est lent, ils n'interrompent pas, ils ne veulent pas dominer par la parole. Ils sont, en somme, accommodants et démocratiques dans leurs comportements. Personne n'est vraiment charismatique.

René Zayan : En ce qui concerne le charisme en tant que tel, la tradition démocratique parlementaire belge – surtout francophone – exclut une expressivité très charismatique. La Belgique est un pays où du point de vue du comportement non verbal les leaders sont modestes, assez neutres, sont conciliants, certainement pas dominants comme les Français par exemple, certainement pas arrogants.

Néanmoins, certains éléments du charisme universel se retrouvent typiquement en Belgique. En ce sens, [...] Elio Di Rupo était la personne qui était la plus à même d'être Premier ministre pour deux raisons. La première est qu'il était socialiste et qu'il a joué des engagements socialistes – à savoir ne pas appauvrir davantage les pauvres, maintenir une solidarité sociale, lutter contre le capitalisme

¹ En réalité souvent bien réelle...

¹ www.revue-emulations.net, onglet « Les interviews ».



financier—, expliquant à ses nombreux électeurs qu'il était mieux que ce soit un socialiste qui dirige le pays. Du point de vue purement politique, il y avait une adéquation: il était *at the right time at the right place*. La seconde raison est plus psychologique. Monsieur Di Rupo a une grande qualité: il est empathique. C'est un monsieur qui n'est jamais arrogant, jamais dominant (au sens strict), il ne montre pas souvent qu'il est assuré, se laissant voir déstabilisé dans les débats. C'est quelqu'un qui est à l'écoute des gens, c'est-à-dire que quand on pose une question, il écoute vraiment et ne répond pas automatiquement; il se met à la place des autres. Il a la qualité empathique de montrer, par son comportement, par son regard, par ses gestes, qu'il a compris la question posée, qu'il veut y répondre. En outre,

depuis qu'il a mené les négociations, on remarque une nouvelle qualité de l'empathie, associée au leadership: *« Je comprends que vous avez des problèmes, nous tous ensemble avons des problèmes, je suis proche de vous et non pas d'un autre monde, donc je jouis de la représentativité politique. Je travaille dur pour vous, et avec le gouvernement je peux vous aider, car vous avez besoin d'être aidés. »* C'est là une attitude à la fois empathique mais aussi dominante.

[...] Monsieur De Wever, dans sa logique de ne pas participer à un gouvernement fédéral, vise encore à séduire et récupérer les autonomistes des partis traditionnels flamands, et cette stratégie passera ou cassera. Elle passera dans la mesure où la politique actuelle est en échec ou plu-

tôt dans la mesure où Bart De Wever parvient à faire croire qu'il y a un échec. Dans ce dernier cas, les élections prochaines verront 40 à 42% de votes flamands aller à la N-VA.

[...] On est frappé d'entendre que le contenu des discours des hommes et femmes politiques ne pèse que très peu dans leur succès ou échec —en contraste avec la forme, la mise en scène de ces discours. Pensez-vous qu'un tel point de vue soit compatible avec les résultats de la sociologie électorale classique, qui s'attache à expliquer le vote —donc le succès et l'échec des mandataires— par la mise en avant de particularités sociologiques (vote des femmes, des étrangers, des jeunes, des classes socio-économiques, etc.), voire par le recours aux théories du choix rationnel ?

Il faut d'abord rappeler une chose sur ma méthode d'analyse politique: mon approche du politique par le charisme est, contrairement à ce qu'on peut croire, très originale. L'approche du leadership, des catégories de comportement universelles ou culturelles permettant aux votants de se faire une opinion en deux ou trois secondes, est novatrice par rapport aux méthodes politologiques classiques. Des fois, des prévisions correctes du résultat d'élections peuvent être effectuées sur base de photographies vues quelques millisecondes —c'est extraordinaire, absolument hallucinant! J'ai établi un score de charisme, dont l'échelle va de -100 à +100, et je peux vous dire que quand un politicien est proche de zéro, c'est déjà pas mal, car je vous l'ai dit la majeure partie des

politiciens ici sont en fait anticharismatiques. Sur cette échelle, Ronald Reagan a +90, Jacques Chirac +82, et Nicolas Sarkozy seulement +17 en 2007, tandis que Barack Obama avait +22, et Didier Reynders +92. À l'opposé, François Bayrou score -98, et de nombreux politiciens belges ont un score semblable. Tout cela est prédictif; je peux vous prédire à 85%, à partir de dix secondes de vidéo sans le son d'un débat électoral, qui gagnera. Avec le son, les observateurs habituels prédisent à un taux d'environ 50% —soit le hasard... Il ne faut donc pas écouter les candidats, car cela brouille l'attention que vous devez porter aux mimiques faciales, aux comportements, qui sont universellement reconnais-

**Si en tant que politicien
votre communication
est géniale
(charismatique),
votre information sera
positivement perçue,
qu'elle soit bonne,
neutre ou mauvaise.**

sables en moins d'une seconde. Pour énoncer une proposition complète à la télévision, ces derniers mettent dix à trente secondes, et souvent ils parlent pour ne rien dire. Le cerveau remarque, par tranche de 300 à 500 millisecondes, des choses telles que les clignements des yeux, la voix qui tremble, les sourcils qui se relèvent, et donc en moins de six secondes le

spectateur s'est déjà fait une représentation consensuelle des candidats, lui prêtant une série de traits : est-il assuré, est-il intelligent, est-il compréhensible ? Aux leaders charismatiques les spectateurs attribuent de l'intelligence sociale, de la gentillesse, du sens de la responsabilité, etc. Bref, toutes les qualités politiques pour lesquelles on vote. Donc le non-verbal pur est prédictif des élections, et le non-verbal avec le contenu ne l'est plus. Plus encore, se baser sur du texte écrit enlève 60% de l'information. Même à partir du son complet, c'est beaucoup plus la voix seule que ce qui est dit qui a un impact.

Donc le non-verbal pur est prédictif des élections, et le non-verbal avec le contenu ne l'est plus.

Cela étant dit, l'approche sociologique, l'approche sur les préjugés, sur les contextes, fait partie des sciences politiques ; ces ingrédients-là donnent ce qu'on appelle la *political psychology*. On pose alors des questions comme : quelles représentations mentales vont faire qu'on est conscient ou non de nos préférences politiques (par exemple démocrate ou républicain américain) ? Quels sont les mécanismes qui font que je trouve qu'un candidat correspond à ces représentations mentales, à ces préférences sur ce que constituent les valeurs de base des républicains/démocrates ? Comment expliquer certaines dissonances

à cet égard (pour prendre l'exemple supra, Ronald Reagan plaisait à de nombreux démocrates, mais aussi aux républicains – alors qu'il prônait une couverture médicale généreuse) ? Tous ces éléments sont intéressants, et complémentaires à mon approche, que je qualifie donc d'approche comportementaliste du charisme et du leadership.

Toutefois, il s'agit de ne pas confondre information et communication. L'information est un contenu de messages et de concepts qui, par rapport à un état précédent de relative ignorance, apporte une quantité de connaissances significative. Si vous dites ce que tout le monde sait, vous n'apportez aucune information. Il faut donc venir avec des méthodes novatrices.

En somme, la synthèse est très simple : si, en tant que politicien, votre communication est géniale (charismatique), votre information sera positivement perçue, qu'elle soit bonne, neutre ou mauvaise. Si votre communication est mauvaise (si vous n'êtes pas charismatique), votre information sera perçue négativement, même si votre texte est excellent. Ce que j'ai toujours voulu, c'est donc que les leaders de partis démocrates traditionnels soient porteurs de charisme et de leadership, afin de faire concurrence aux leaders populistes charismatiques, qui peuvent dire n'importe quoi et susciter l'adhésion. ✦

Ces identités qui dé-Bloc

Il y a quelques années, le Vlaams Belang a noué des contacts avec le Bloc identitaire français. Jusque-là, le parti d'extrême droite flamand avait surtout entretenu des relations avec le Front national des Le Pen père et fille. Face à la N-VA, le Belang avait commencé à perdre pied. Il cherchait à rebondir.

Par Pascal Martin
Journaliste

Pour la frange du VB incarnée alors par Frank Vanhecke, l'objectif était de se trouver de nouveaux « *combats contemporains, des idées ancrées dans l'actualité* » et de se débarrasser des oripeaux fascistes. La jeunesse des militants du Bloc et leur combat identitaire régional lui apparaissaient comme une piste séduisante. De son côté, Fabrice Robert, le président du Bloc identitaire, affirmait que le Vlaams Belang représentait le « *mouvement flamand par excellence* ». Il ne cachait pas son admiration pour le réseau associatif mis en place au nord de la Belgique par le parti d'extrême droite.

Depuis 2002, le Bloc identitaire revendique la défense « des » identités. Populiste, régionaliste mais européen, il est animé par de jeunes cadres issus de l'extrême droite nationaliste. Rejetant toutefois

l'antisémitisme et les dérapages à la Le Pen, le « Bloc » a laissé de côté la dialectique anti-immigration du Front national et des groupuscules fachoides pour lui préférer la lutte contre l'islam. Voilà pourquoi il est moderne. Voilà pourquoi aussi il est dangereux.

En 2010, on avait rencontré Fabrice Robert à Voiron, près de Grenoble. L'homme était soucieux de faire



oublier son passage par les rangs d'Unité radicale, mouvement d'extrême droite d'où était issu Maxime Brunerie, l'homme qui avait tenté de tuer Jacques Chirac en 2002. Adolescent, Robert avait été le leader d'un groupe rock d'extrême droite, Fraction Hexagone, qui chantait : « Une balle pour les sionistes/Une balle pour les cosmopolites/Une balle pour les yankees »... De la dentelle.

Chemise Vichy et crânes rasés

Ce jour-là, à Voiron, Fabrice Robert portait une chemise Vichy. Genre propre sur lui. Mais quelques mois plus tard, à Marseille, au pied de la basilique Notre-Dame de la Garde, une manifestation menée par ses troupes contre la construction de la grande mosquée donnait au Bloc un autre visage. Cette fois, c'est le crâne rasé et tous muscles dehors que les Identitaires donnaient la charge, étroitement surveillés par les CRS.

« Une balle pour les sionistes/Une balle pour les cosmopolites/Une balle pour les yankees »...

Les Identitaires ne représentent aujourd'hui que quelques centaines, quelques milliers peut-être, de jeunes gens répartis dans la région niçoise, Lyon, Paris, Bordeaux ou l'Auvergne. Leur sigle a parfois traversé les frontières brièvement, en Suisse ou en Wallonie. Le fonds de commerce de cette nouvelle extrême droite, « c'est

la burqa, le racket, l'islam et son développement », nous avait dit Fabrice Robert. Au nom de la défense d'une triple identité : l'identité charnelle (les régions), l'identité historique (la France), l'identité civilisationnelle (l'Europe). Une identité en forme de poupée gigogne, où le mythe de la pureté confine au microscopique.

L'identité – mais laquelle ? – est toujours au cœur des droites nationalistes et croise les populismes. Elle est la pierre angulaire du Bloc identitaire passé d'« un antisémitisme sans concession vers une forme de populisme principalement préoccupé par la croissance de l'islam en Europe et le caractère désintégrateur du multiculturalisme », pour reprendre les mots du spécialiste français de l'extrême droite Jean-Yves Camus. Elle passe volontiers par l'outrance. C'est le Bloc identitaire qui chahute les Quick halal et distribue une soupe populaire dite « au cochon » au pied des mosquées.

Marginal ? Sans doute. Alors pourquoi en parler ? Peut-être parce que les idées du Bloc représentent un condensé de la grande frustration « identitaire » qui colle à l'air du temps. Les succès du très islamophobe Geert Wilders aux Pays-Bas, le « non » suisse à la construction de nouveaux minarets, ou la diffusion lors d'un récent synode d'une vidéo montrant une Europe conquise par le ventre des musulmans, le rappellent. ⬆

N'invoquez plus le populisme, le peuple n'y est pour rien

Quand le peuple perd le sens de ses racines, les extrémistes lui rappellent les vertus de la nation et les publicitaires, les qualités du terroir et du label d'origine. Quand l'air du temps est au respect du milieu, la pub vante l'hybride et Greenpeace poursuit sa propagande militante. Ces campagnes visent à rallier nos suffrages. Est-ce populiste pour autant ?

Par Patrick Willemarck
Alterpubliciste

Comment savoir ? Le populisme se trouve à toutes les sauces sur toutes les pages d'actualités. Il y a Beppe Grillo, la star des élections italiennes qui s'est fait connaître, en 1980, dans une série de pub pour du yoghourt. Il est passé ensuite comme comique à la télé. Il plaît au public. Si c'est cela le populisme, alors nous le sommes tous. Les hommes politiques qui veulent un maximum de voix n'aspirent qu'à ça et les entreprises qui veulent un maximum de clients, aussi. Et le citoyen lambda dont on croit encore qu'il aime se fondre dans la masse comme les moutons de Panurge leur donnerait raison.

On dit que la pub, c'est du vent. L'invocation du populisme aussi, enfin presque, parce le vent a l'avantage de suivre une direction alors que le « populisme » en est dénué. Chavez y a eu droit comme Sarkozy,

Beppe Grillo comme Bart De Wever, Mélenchon comme Le Pen. Ce sont les communistes qui ont commencé en traitant de populistes ceux qui ne suivaient pas le dogme stalinien. C'est le mot d'une élite pour disqualifier ceux qui n'abondent pas dans son sens. Mais pourquoi ce mot-là ? Pourquoi en faire un amalgame d'immoralité et de corruption alors que le « peuple » est au cœur du mot populiste comme le « public » est au cœur de la publicité.

Le mot « public » convient sans doute mieux aux shows que le mot peuple. Mais la politique n'est pas plus à l'abri du show que la publicité, les deux veulent notre adhésion à leurs propos. Le populiste devient alors celui qui sait se rendre populaire en étant le camp adverse ; une vision bien étriquée d'un peuple qui en a marre d'être considéré comme une majorité silencieuse que seul un populiste pourrait réveiller. Le

public n'a plus confiance dans les institutions ni dans les marques ni dans les partis parce que les trois n'ont cessé de lui promettre un monde meilleur qui tarde à venir. Ne vous étonnez pas qu'il n'ait plus confiance qu'en l'homme ou la femme qu'il sent proche de lui.

Peut-être est-il temps de relire quelques pages des auteurs primés par le jury du roman populiste. Un prix lancé en 1929, période de crise s'il en est, par Léon Lemonnier et André Thérive : «*Nous voulons aller aux petites gens, aux gens médiocres, écrit Léon Lemonnier, qui sont la masse de la société et dont la vie, elle aussi, compte des drames. Nous (les romanciers populistes) voulons peindre le peuple, mais nous avons surtout l'ambition d'étudier attentivement la réalité.*» Le prix récompense de grands auteurs de Troyat à Sartre en passant par Jules Romains et René Fallet. Ce mouvement populiste me séduit parce qu'il témoigne d'une écoute active qui fait cruellement défaut chez les grands communicateurs, conseillers en com et autres publicitaires. Le désarroi et le silence de nombreux hommes politiques me rappellent ce père qui disait : «*Je ne comprends pas mon fils, il ne m'écoute pas.*» L'électorat n'écoute plus non plus parce qu'à force de ne plus savoir quoi faire pour gagner sa confiance, on a souvent fini par lui dire n'importe quoi.



Mais oui, je partage votre souffrance.

L'usage du mot populisme, à tort et à travers, en témoigne tout en révoltant J.F. Kahn¹, à juste titre : «*“Populisme” ! Concept magique grâce auquel une certaine gauche et une certaine droite peuvent, en toute complicité, verrouiller leur propre auto-enfermement... Je vous en prie, je vous en supplie : au nom du débat démocratique, au nom du respect des différences, au nom de la tolérance, prenez l'engagement de ne plus user et abuser de ce mot terroriste-là.*» Peut-on lui donner tort ?

1 « Le tweet de Jean-François Kahn - “Populisme”, lâchez-nous avec ce mot terroriste », mis en ligne le 9 mars 2013, sur www.huffingtonpost.fr

Allons, démocrates, encore un effort !

Il peut paraître présomptueux de vouloir apporter des solutions clés sur porte au problème que représente le populisme, d'autant que celui-ci a une fâcheuse tendance à se manifester par un caractère résolument protéiforme. Il n'empêche que les dérives que ce phénomène incarne doit alerter tout démocrate conséquent, surtout quand s'y adjoint – comme c'est maintes fois le cas – un nationalisme pur jus. D'où les quelques recettes esquissées ci-après pour tenter de les combattre avec efficacité.

Par Henri Deleersnijder
Professeur d'histoire, licencié en arts et sciences de la communication

Éviter l'abus de l'emploi de « populisme »

Voilà un terme qui est trop souvent utilisé dans le monde médiatico-politique pour discréditer une protestation ou une revendication émise par les citoyens ordinaires. Comme si, face au «cercle de la raison», le peuple ne pouvait pas avoir de colères légitimes. Se débarrasser d'elles en les qualifiant vite fait de «populistes» revient à adopter l'attitude du Tartuffe de Molière : «*Couvrez ce sein que je ne saurais voir.*»

Délegitimer tout discours xénophobe

Les immigrés ne sont pas responsables de la crise économique qui étreint nos sociétés. Rejeter la cause sur eux – particulièrement s'ils sont musulmans – revient à dédouaner les banques de leur responsabilité en la matière. C'est,

en l'occurrence, trouver des boucs émissaires commodes en tant qu'exutoire de nos propres angoisses. Alors, bonjour les dégâts !

Rappeler les dommages historiques du nationalisme

Les pays européens se sont étripés durant des siècles, et la Grande Guerre a été à cet égard un cataclysme pour le Vieux Continent, encore aggravé par la Seconde Guerre mondiale déclenchée sur son territoire. Il ne doit donc pas être question d'alimenter à nouveau les haines ancestrales entre nations, ferment de funestes lendemains. Nationalisme et ressentiment forment à coup sûr un cocktail explosif.

Redonner vie au projet européen

Les pères fondateurs de l'Union voulaient créer un espace préservé



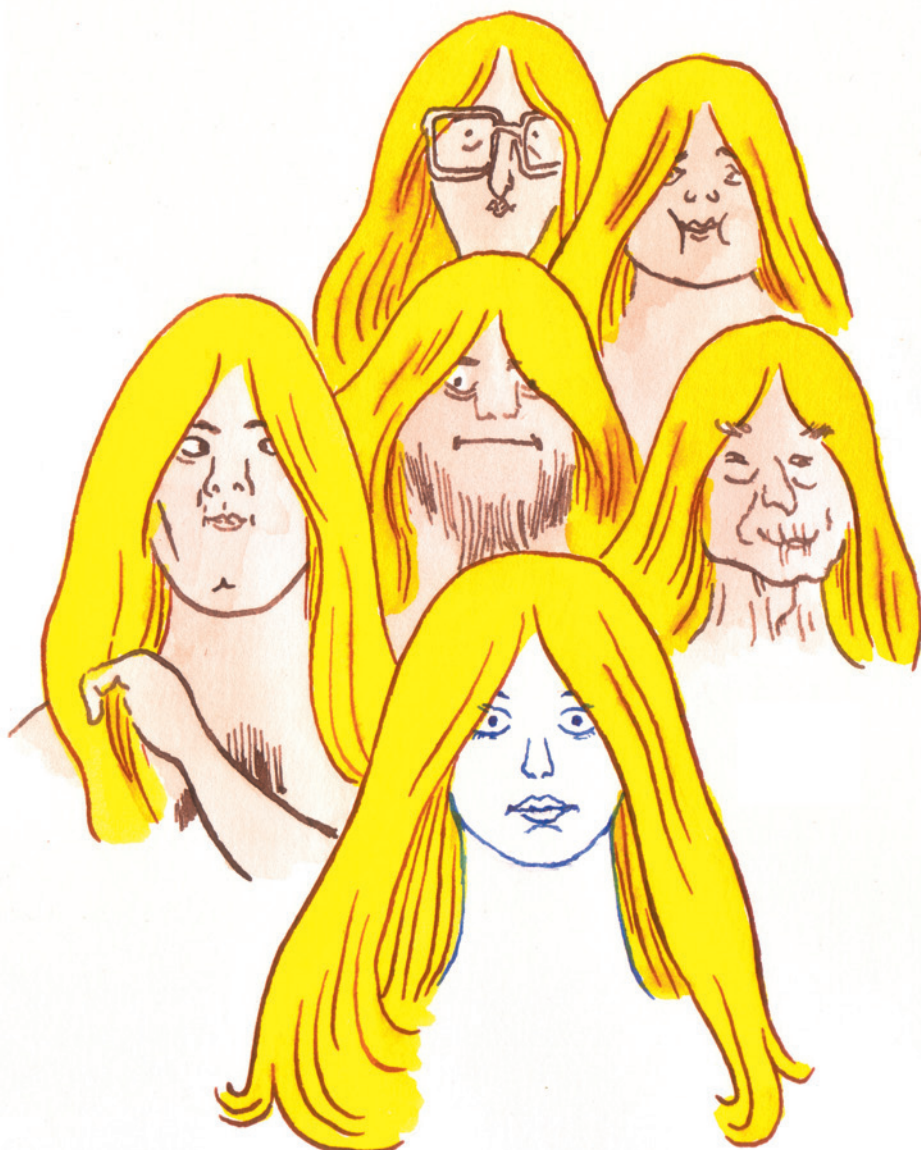
Toujours en vente.
Prix «EDL» : 5 euros
Infos :
editions@laicite.net

de conflits meurtriers, doté d'une architecture politique et militaire en plus d'une large zone de libre-échange. Celle-ci s'est créée mais celle-là en est toujours aux balbutiements. Quant au volet social, il est dans un piteux état. Une conscience supranationale ne peut se constituer que dans la perspective d'un horizon

prometteur pour ceux qui vivent de leur seul travail.

Déconstruire la rhétorique populiste

Empreinte de démagogie, faite de propos à l'emporte-pièce (« tous pourris »), elle fait la part belle aux



Tous égaux, mais les plus égaux devant.

émotions et défigure le débat démocratique digne de ce nom. Et quand elle est maniée avec maîtrise par un meneur charismatique, surfant sur les peurs du moment, ce sont toujours les libertés et les peuples qui en font les frais. Cela s'est déjà vu dans les années 30, non ? Tout comme cela s'entend aujourd'hui, ici et là, quand des leaders de cet acabit font référence au peuple, auquel ils font un appel direct et qu'ils exaltent en le sacralisant au-delà de toute mesure et de toutes différences de classes ou d'opinions. Instrumentalisation éhontée qui fait fi d'un des fondamentaux du système démocratique, représentation et non-incarnation du peuple.

Se méfier des sauveurs providentiels

L'histoire regorge d'apprentis sorciers qui ont flatté les passions ou certains vils instincts des foules. Cette exploitation indigne, ils l'ont mise au service de leur ambitieuse personnelle – se hisser sur le pavois du pouvoir – et, généralement, d'intérêts financiers voyant d'un bon œil la mise au pas des couches laborieuses de la population. En nos temps d'ultralibéralisme triomphant, une prudence élémentaire s'impose. Vigilance, donc, et malheur aux peuples qui ont besoin de chefs !

Révéler les liens entre national-populisme et extrême droite

Même si les avis divergent quelque peu à ce propos, d'aucuns affirmant

que les formations nationales-populistes offrent jusqu'à nouvel ordre des garanties démocratiques suffisantes, on ne peut nier qu'elles développent des thématiques proches des droites les plus radicales : repli identitaire, racisme, islamophobie, antiparlementarisme, lutte contre le multiculturalisme, rejet de l'ouverture que suppose l'édification de l'Union européenne. Sans parler de saillies verbales et autres éclats de voix qui, pour réjouir ceux qui les profèrent, ne sont guère propices à la sérénité que requiert le déploiement des argumentations. Et cela s'est entendu à la gauche de la gauche aussi...

Réclamer de l'exemplarité de la part des politiques

Les « affaires » ne font que miner la confiance aux institutions politiques, laquelle est depuis belle lurette tellement ébranlée. C'est même une défiance généralisée qui est en train de s'établir à l'égard de mandataires publics nationaux qui, face aux marchés mondialisés, ne maîtrisent quasi plus rien – sauf leur carrière, voire leurs capitaux (cf. le récent scandale Cahuzac) – puisque les grandes résolutions se prennent à Bruxelles. Par des commissaires non élus, qui plus est. Il est vivement souhaitable que les citoyens des Vingt-Sept exercent une pression suffisante sur leurs élus pour que le Parlement européen pratique enfin un réel contrôle démocratique sur les décisions. Car quand les pouvoirs publics reculent devant l'omnipotence du capitalisme financiarisé,

c'est la démocratie qui est en péril et la guerre de tout le monde contre tout le monde qui est en passe de devenir la règle.

Insuffler de l'espoir aux couches populaires

Tétanisés par la précarisation galopante qui les frappe, les peuples d'Europe sont amenés en outre à se serrer la ceinture : l'austérité est à l'ordre du jour, voulue par les instances européennes pour combler les déficits publics. Et l'on sait que ce temps de vaches maigres touche encore davantage une jeunesse qui se trouve aujourd'hui confrontée aux affres du manque d'emplois. Un peu plus d'équité ou de justice dans la répartition des efforts serait bienvenu, ainsi que de la croissance bien sûr. Sans quoi, c'est un désespoir généralisé qui risque de se transformer en volcan social dont les retombées seront imprévisibles. Et rien ne prouve que celles-ci soient favorables alors aux plus démunis et à la sauvegarde de leurs libertés. Se souvenir de l'instauration des régimes de type fasciste d'avant-guerre.

Retrouver le chemin du peuple

Non pas celui appelé à la rescousse par les aventuriers politiques, mais celui – bien réel et porteur d'humanité – que l'écrivain Louis Guilloux a évoqué avec tendresse dans son roman *La Maison du peuple*¹, préfacé par Albert Camus. Sans ce retour aux sources de son pouvoir, l'oligarchie aux commandes, si souvent perçue comme éloignée des pré-

occupations quotidiennes des « gens de peu », pourrait contribuer – à moins que ce ne soit déjà en cours – à l'installation d'une démocratie politique sans le peuple, l'oublié, le méprisé, le floué de notre époque si dure aux plus faibles.

Gagner la bataille des mots

Historiquement parlant, le mot « populisme », précédé qu'il fut par les termes « boulangisme » et « poujadisme » désignant des éruptions politiques analogues dans le passé, n'a pas toujours eu le sens péjoratif qu'il véhicule de nos jours. Dans la seconde moitié du XIX^e siècle en Russie et au tournant du XX^e aux États-Unis, respectivement avec les Narodniks et le People's Party, il était connoté à gauche. Et s'il pouvait renouer avec sa dimension progressiste initiale et récupérer ainsi petit à petit ses lettres de noblesse, ce serait une fameuse victoire sémantique. Et, du coup, politique puisque, sous l'enveloppe lexicale du mot « populisme », se love le bel étymon de « peuple »...

Mais ce dernier défi, à l'image des quelques remèdes proposés, suppose un immense travail de pédagogie citoyenne. Allons, démocrates, encore un effort ! ♣



¹ Paris, Grasset, 1953, coll. « Le Livre de Poche ».

New B : décryptage d'un OBNI¹

Plus de 37 000 citoyens-coopérateurs ont acheté pour 20 euros maximum une part de New B. Leur credo: «Une autre banque est possible!» Retour sur l'incroyable succès de cette banque... encore à constituer en compagnie de Bernard Bayot, son président².

Propos recueillis par Benoît July
Journaliste

Espace de Libertés : Le succès de New B –plus de 37 000 citoyens-coopérateurs à l'heure de mettre cette édition sous presse– constitue une surprise. Votre réaction ?

Bernard Bayot : New B n'est pas né d'un coup de tête mais résulte d'un vaste travail de préparation et de conviction. La première condition que nous nous étions fixée était de recueillir un assentiment aussi large que possible au sein du tissu social et associatif tant à Bruxelles qu'en Flandre et en Wallonie, tant à gauche qu'au centre et à droite de l'échiquier politique, ainsi qu'au sein de toutes les tendances philosophiques: nous avons pris notre bâton de pèlerin et avons convaincu 24 organisations –elles sont une soixantaine aujourd'hui et nous recevons encore des demandes. Cette première condition étant rencontrée, nous avons travaillé sur la faisabilité de notre projet: des professeurs d'université, des consultants, des banquiers actifs ou retraités nous ont aidés et ont validé notre plan financier.

C'est sur base de cette double légitimité que nous avons décidé de faire

appel au public, afin notamment de tester le potentiel de clientèle de New B. Nous ne sommes donc pas étonnés que notre projet suscite une relative adhésion puisque nous avons fixé, en toute transparence, notre ambition minimale à 10 000 coopérateurs. Nous sommes en revanche très agréablement surpris par l'ampleur du mouvement: plus de 37 000 coopérateurs en quelques jours à peine, c'est effectivement énorme et, il faut l'avouer, totalement inespéré.

Voyez-vous dans ce succès le fruit d'une réaction de rejet ou d'un mouvement d'adhésion ? Autrement dit: le «manifeste pour une autre banque» fédère-t-il davantage qu'une coalition de mécontents ?

L'origine de New B réside bien évidemment dans la crise financière internationale qui a démontré, et de quelle façon, que le système bancaire fonctionnait mal. On ne peut donc pas nier que New B puise ses racines dans un fort mécontentement. Mais on ne peut pas réduire pour autant New B à cette seule dimension: il s'agit aussi – et avant

tout– d'un vaste projet fédérateur autour d'une banque d'un genre nouveau, qui soit à la fois participative, transparente, sobre et simple et qui investisse dans l'économie réelle, locale et durable. Et c'est avant tout en ces valeurs que croient nos coopérateurs: les multiples réactions que nous recevons de vive voix, par mail ou par le biais des réseaux sociaux, nous confortent dans l'idée que les citoyens ont dépassé le stade du simple rejet des dérives du système financier pour adhérer au projet tel que nous le portons.

Vous dites: la crise financière a non seulement généré le besoin d'un nouveau code de la route, mais aussi de bons conducteurs. La régulation ne suffit pas ?

Les efforts de régulation portés par le politique étaient indispensables et nous nous réjouissons de ce qui a déjà été réalisé... tout en estimant que cela reste insuffisant. Mais New B va plus loin car, même dans le cadre d'un code de la route plus strict, les acteurs bancaires resteront libres d'adopter des comportements plus ou moins éthiques. New B entend se distinguer très clairement des autres acteurs en privilégiant l'intérêt général plutôt que ses intérêts particuliers.

Belfius, banque publique, n'a-t-elle pas vocation à jouer ce rôle de bon conducteur ?

Belfius reste fondamentalement une banque commerciale, qui n'est que provisoirement détenue par l'État belge dans le cadre d'une opération de portage et qui sera privatisée tôt

ou tard. Certains nous comparent à l'inverse à Triodos, avec laquelle nous partageons effectivement nombre de valeurs, et qui accueille d'ailleurs positivement notre initiative en y voyant une opportunité de développer le marché. Nous pensons cependant que New B déploie une ambition plus vaste –devenir un acteur de référence en Belgique– et cultive par sa propre spécificité.



«New B entend se distinguer des autres acteurs en privilégiant l'intérêt général.» (Bernard Bayot)

New B s'appuie sur 12 valeurs, parmi lesquelles la simplicité, la sécurité, la durabilité, la transparence, la participation, l'honnêteté, la sobriété et la diversité. Au-delà de leur énoncé, qu'est-ce que ces mots signifient ?

Ils soulignent, d'une part, à quel point nos objectifs, au service de l'intérêt général, sont différents de ceux d'une banque commerciale. New B va en revenir aux fondamentaux d'une banque: récolter l'épargne et l'investir au service de l'économie réelle, dans une perspective durable.

1 Objet bancaire non identifié.

2 Bernard Bayot, licencié en droit, avocat honoraire au Barreau de Bruxelles, est aussi directeur du Réseau financement alternatif qui réunit «des citoyens et des organisations qui veulent plus de solidarité et de responsabilité dans les rapports à l'argent.»



© Joël Raimondi

Une banque coopérative pour des épargnants libres ?

La spéculation nous est tout simplement interdite.

Ils signifient, d'autre part, que New B s'est dotée, en soutien de ces objectifs, d'une gouvernance garantissant que ceux-ci seront bel et bien poursuivis. New B est en effet une banque coopérative au sein de laquelle chaque coopérateur, quel que soit son apport, dispose d'un même poids sous la forme d'une seule voix en assemblée générale. Chaque coopérateur pourra non seulement contrôler les organes de gestion de sa banque mais aussi peser sur son action.

La gouvernance de New B constituera peut-être une force... mais aussi sans aucun doute une faiblesse. Comment fédérer, au-delà des principes, des dizaines d'ONG et

plus de 35 000 coopérateurs autour d'objectifs concrets ?

Pareille diversité est voulue : susciter une adhésion aussi large que possible fait partie intégrante de notre projet et constitue même une condition indispensable à son succès. Il va de soi que nous devons aussi l'assumer sous la forme d'inévitables débats, d'éventuelles divergences de vues. Nous savons que nous ferons des mécontents dès lors qu'un projet socialement ambitieux se verra refuser un financement en raison de sa non-viabilité économique, par exemple. Mais nous sommes préparés à cela : notre gouvernance est organisée de cette sorte que le management ne puisse pas échapper à l'obligation d'expliquer et de justifier ses choix... et puisse même

être désavoué. La transparence est inscrite dans les gènes de New B.

Désormais, il va falloir... lancer cette banque. Quelles sont les prochaines étapes ?

Dans l'immédiat ou presque, nous devons organiser notre assemblée générale du 6 juillet : vu le nombre de coopérateurs, il s'agira d'un véritable défi logistique ! Nous devons ensuite obtenir l'agrément de la Banque Nationale de Belgique, sachant qu'aucune banque n'a été créée de toutes pièces dans notre pays depuis des années. Nous devons aussi trouver des investisseurs, en sus de nos coopérateurs, en veillant à aller bien au-delà du prescrit légal en matière de fonds propres car nous y voyons une exigence fondamentale sur le plan de stabilité et de la sécurité. Nous devons enfin recruter nos équipes – nous avons déjà reçu des dizaines de candidatures... – et lancer concrètement la banque. Bref, il faudra encore attendre quelque peu avant de voir fleurir nos agences dans le pays, si elles fleurissent un jour car il faut bien souligner que, en l'état, il n'y a pas encore de certitude que le projet aboutisse.

Comptez-vous filtrer les éventuels investisseurs institutionnels ? Imaginons, par exemple, qu'une grande banque commerciale décide d'investir massivement dans New B...

Nos statuts nous interdisent la moindre discrimination, pour autant que l'investisseur déclare adhérer à notre objet social. Parfois, il s'agira peut-être d'une simple adhésion « sur

papier » mais notre réponse à cette éventuelle hypocrisie réside dans notre gouvernance qui donne une voix à chacun, quelle que soit sa participation financière. Un « mauvais joueur » ne pourrait donc pas prendre le contrôle de New B.

Une dernière question en forme de provocation. Lancer une banque pour... changer le monde : n'est-ce pas un peu curieux, voire très éloigné de certains idéaux totalement désintéressés ?

La finance n'est qu'un outil dont l'usage peut générer le meilleur ou le pire. À bien des égards, cet outil est indispensable, y compris pour changer le monde ou en tout cas inscrire son développement dans une perspective davantage soucieuse de l'intérêt général. Une banque peut, à son niveau, aider à l'émergence d'une société plus juste, plus durable, plus respectueuse des droits sociaux et de l'environnement, notamment. C'est d'ailleurs parce qu'ils en sont persuadés que plus de 35 000 citoyens ont décidé de devenir coopérateurs de New B... 🌱



www.newb.coop
www.jeprendspart.be

Nous sommes l'humanité...

2013 sera encore une période difficile, celle des replis sur soi, celle des montées populistes, des régionalismes étroits. Il faut plus que jamais tracer les voies et moyens qui vont permettre aux Européens de dépasser les craintes, le racisme, la xénophobie et de raisonner de manière libre les défis à relever pour construire une Europe démocratique, progressiste, citoyenne. La démocratie n'est pas un état de fait, elle se construit, se défend, se réfléchit.

Par Pierre Galand
Président du CAL

D'autres l'ont fait. Ils ont pu sortir des périodes sombres de l'histoire. Cela demande de l'audace, une vision, des coalitions.

L'économie a, depuis quatre décennies, pris une orientation qui s'oppose aux exigences des solidarités

internes européennes et entre le Nord et le Sud.

Les objectifs de coexistence pacifique définis par les penseurs et les créateurs de la Société des Nations en 1919 et des Nations unies en 1947 étaient nobles. Ils ont permis la reconnaissance des Nations indépendantes du grand Sud. Ils ont évité une nouvelle conflagration mondiale.

Aujourd'hui, comment empêcher les multiples dérives vers les conflits armés régionaux dans un monde surarmé, où les armées privées, les groupes mercenaires ou djihadistes tiennent la dragée haute et créent de l'insécurité.

La situation des droits humains dans le monde correspond de moins en moins avec les objectifs de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Il ne s'agit pas seulement

de l'attitude de quelques groupuscules haineux ou de gouvernements antidémocratiques. Il s'agit, en fait, de la paralysie croissante de la communauté internationale, incapable de répondre aux exigences de justice et de bien-être à l'égard de plus d'un tiers de l'humanité.

En tant que laïques ayant foi dans le progrès de l'humanité, en tant qu'humanistes guidés par la raison, nous devons élaborer en Europe, chez nous, un nouveau deal, répondant aux espérances légitimes des peuples, à l'exercice de leurs droits au bonheur, à la construction d'une société fondée sur des normes de liberté, d'égalité, de fraternité.

Nous sommes forcés de faire des choix économiques, écologiques, sociaux, radicalement différents pour rétablir les équilibres indispensables à la survie de l'humanité.

Ces choix, ces orientations ne relèvent pas des équilibres des marchés mais de la capacité à faire de la belle politique fondée sur la justice et la dignité. C'est une autre modernité qu'il nous faut concevoir avec les jeunes générations, une capacité renouvelée de promouvoir, en démocratie, des services publics aux populations.

Seul le respect de la liberté de conscience acceptée par tous, croyants ou non-croyants, seule l'acceptation par tous de la séparation entre le religieux et l'État peuvent conduire à une réelle citoyenneté



© Yves Kengen

« Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits »... Ça, c'est la théorie.

égale pour tous, à une démocratie au plein sens du terme.

Une démocratie qui libère et qui permette aux citoyens d'être les acteurs et de coopérer pour l'indispensable transformation de nos sociétés. Une démocratie capable de mettre en œuvre le 1^{er} article de la DUDH : « Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité. »

Désobéissons donc à l'ordre établi ou imposé dès l'instant où il génère injustice, inégalité et absence de solidarité.

Nous sommes l'humanité. Refusons à quiconque le droit de nous imposer une quelconque vérité révélée ou non choisie. ✝

Henri La Fontaine, belge
prix Nobel de la
paix en 1913, a
soutenu active-
ment la création
de la SDN.



© Mundaneum

Rest in price

Ken Loach à propos de Margaret Thatcher: «*Privatisons ses funérailles. Lançons un appel d'offres public pour l'organisation et prenons la plus compétitive. C'est ce qu'elle aurait voulu.*» (yk)

Cerveaux congelés

La recherche française sur l'embryon attend toujours son nouveau régime. Fin mars, la proposition de loi autorisant la recherche sur l'embryon et les cellules souches embryonnaires a tourné à la foire d'empoigne. Le texte avait été déposé par le groupe radical de gauche dans le cadre d'une «niche parlementaire». Mais l'opposition veut la peau de cette réforme importante de la loi bioéthique.

Dans la foulée, *Le Monde* a publié des témoignages de parents s'inquiétant du «devenir de leurs embryons congelés». Ceux-ci se retrouvent parfois démunis lorsqu'ils ne souhaitent plus procréer et doivent préciser ce qu'ils souhaitent faire de leurs embryons dits «surnuméraires». Leurs témoignages révèlent nombre de craintes secrètes qui vont de la réticence à donner à un tiers un embryon surnuméraire au risque «d'avoir un enfant dans la nature», à la peur de voir le fruit de leurs entrailles tomber entre les mains d'un savant fou, sans oublier l'obligation morale de faire d'autres enfants pour épuiser le stock d'embryons congelés. Il y a encore du boulot... (map)

Conflit de générations

En mars dernier, la commission Environnement et Santé du Parlement européen s'est réunie pour aborder notamment la question des dangers des pilules contraceptives de 3^e et 4^e génération.

La Française Michèle Rivasi, députée européenne, vice-présidente du groupe des Verts au Parlement

européen, en a profité pour interpellé la Commission européenne et l'Agence européenne du médicament (EMA). Verbatim: «*Aux États-Unis, 17 000 plaintes ont été déposées contre les laboratoires pharmaceutiques produisant ces pilules (accidents vasculaires cérébraux, embolies pulmonaires, thromboses veineuses) et en Suisse, les plaintes s'accumulent également. L'agence nationale française du médicament vient de publier un rapport dans lequel elle annonce qu'entre 2000 à 2011, la pilule contraceptive a provoqué plus de 2 500 accidents veineux et 20 décès [...] Or nous ne voyons aujourd'hui que le sommet de l'iceberg d'un scandale d'ampleur à venir.*» L'Europe, un Titanic prisonnier de la banquise des lobbys?... (map)

Marche à reculons

Le dimanche 24 mars était organisée à Bruxelles la quatrième édition de la «Marche pour la vie», avec pour thème «*la liberté de conscience du personnel médical*». Celle-ci aurait rassemblé «*environ 500 personnes*» selon la police, la neige refroidissant visiblement l'élan des consciences. Pour les organisateurs, «*certaines parlementaires belges voudraient nier la possibilité de l'objection de conscience aux maisons de soins et aux médecins qui refusent l'euthanasie*». Mais la vie, on le sait, passe aussi par la division. Des cellules, du travail, des couples et même des consciences. «*C'est ainsi*, conte le site infocatho.be, *que le comité d'organisation de la Marche s'est scindé en deux. Antony Burckhardt avait notam-*

ment décidé d'annuler la marche du 24 mars, pour en lancer une plus catholique, plus traditionnelle, et plus européenne à un autre moment.» «*Mais il faut continuer à être positifs et chercher l'unité car la cause est magnifique!*», a gazouillé une organisatrice. Méthode Coué, que de bien n'as-tu fait... (map)

Le Brésil s'émancipe

Le Brésil prône désormais la dépénalisation de l'avortement jusqu'à trois mois de grossesse. Actuellement, l'avortement y est autorisé en cas de viol ou de danger pour la vie de la mère. Les médecins souhaitent ainsi élargir «*les cas où l'avortement serait légal comme l'anencéphalie (absence de cerveau) ou anomalies incurables du fœtus et "si la femme enceinte le souhaite", jusqu'à la douzième semaine de grossesse*». C'est un pas en avant face à la puissance de l'Église. «*La dépénalisation de l'avortement reviendrait à favoriser la violence et la mort*», avait ainsi déclaré le très nuancé Joao Carlos Petrini, évêque de Camaçari (État de Bahia). Dans un récent sondage publié par un journal de São Paulo, 54% des Brésiliens se prononcent contre l'avortement, mais 77% demandent de promouvoir l'utilisation de moyens de contraception. (map)

Du neuf à l'Est

La Pologne financera la fécondation in vitro à compter du 1^{er} juillet prochain. Ce programme d'une durée de trois ans concernera 15 000 couples

et coûtera 60 millions de nos euros. Pour un couple, «*le coût de la procédure est estimé par le gouvernement à 7 500 zlotys (1 800 euros)*». Elle sera remboursée par la sécurité sociale et «*sera disponible uniquement pour les couples mariés, la femme devant être âgée de moins de 40 ans*». Ce programme est une belle réponse à la perception réactionnaire de la Pologne. L'adhésion européenne y a changé beaucoup de choses, et pas que sur le plan économique. Toutefois, «*pour éviter un débat parlementaire houleux au résultat incertain, le gouvernement de Donald Tusk a décidé de faire passer cette fois le financement de la FIV dans un décret ministériel, et non dans un projet de loi*». L'opposition conservatrice ira devant la Cour constitutionnelle pour vérifier la conformité de la procédure. Lech Kaczynski, sors de ce corps... (map)

Mandela «terroriste» pour Thatcher

Non contente de féliciter le dictateur Pinochet pour avoir «rétabli la démocratie» au Chili en trucidant un Salvador Allende légitimement élu, Margaret Thatcher a également soutenu jusqu'au bout le régime sud-africain de Pieter Botha au plus fort de l'apartheid répressif et assassin, dans les années 80. À l'instar du gouvernement raciste de Pretoria, elle qualifiait l'ANC de «mouvement terroriste» et s'est opposée au boycott que la communauté des nations s'était résolue à appliquer à l'égard de l'Afrique du Sud. Pallo Jordan, ancien ministre sous la législature Mandela et présent lors de l'hypocrite réception postrévolutionnaire au 10, Downing Street en 1990, l'a déclarée complice des exactions commises par le régime d'apartheid dans une interview donnée à Talk Radio 702, ponctuant cette brillante épitaphe par un aimable «*I say good riddance*» (bon débarras). (yk)



70 Confessions publiques: même pas peur!

73 Théâtre - La guerre des pauvres n'aura pas lieu

77 « Jésus revient, Jésus revient! »

Confessions publiques : même pas peur !

Un peu comme si des squatteurs invitaient un huissier à la fête des voisins, Vincent Solheid s'impose toujours où on ne l'attend pas. En l'occurrence sur le terrain très mouvant, mais très excitant, de la transgression. Le tout guidé par une liberté qui se paie parfois, mais n'a finalement pas de prix.

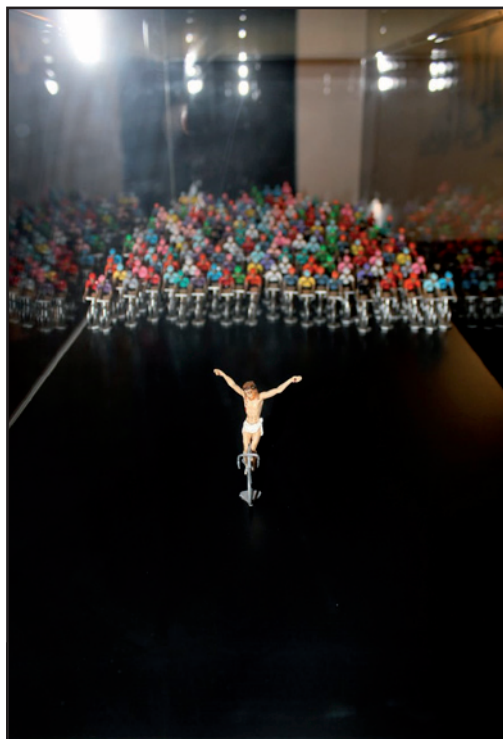
Par Frédéric Vandecasserie
Journaliste

« Je ne suis pas toujours conscient des libertés que je prends, mais j'ai néanmoins besoin d'un espace où je dois rester le plus libre possible. Je ne fais pas de politique, mais suggère des choses qu'il faut assumer. Si je reste

dans des schémas qui ressemblent à une vie normale, cela ne m'intéresse de toute façon pas ! », résume Vincent Solheid quand on lui demande ce qui motive ses œuvres entre sacralisation et transgression, exposées actuellement au Musée d'Ixelles.

Moine rigolo

Artiste protéiforme qui jongle entre dessin, sculpture, peinture et collage, l'énergumène a donc décidé d'entremêler, cette fois, religion et carnaval. Deux thématiques antagonistes, du moins au premier abord. « Mais au premier abord seulement », précise-t-il lorsqu'on s'attarde sur « Le charrelique », la pièce qui ouvre l'exposition. Laquelle, vue de loin, possède bel et bien des airs de char de carnaval, mais est en fait constituée de morceaux de confessionnal. Détail qui saute aux yeux dès qu'on la scrute de plus près. « Je voulais juste utiliser l'art pour raconter une histoire assez méconnue, mais vraie : celle d'un moine rigolo et festif – qui devait aussi être un rien schizophrène. Il incarnait donc le contraire de



Jésus exécute le peloton.

© Galerie Antonio Nardone

l'ascète et de la caricature du moine bon enfant au nez rouge, mais néanmoins trop raisonnable. Il était donc à la fois mystique, mais aussi très profondément dans l'esprit de la fête. Il profitait à la fois du carnaval et du carême. Les mœurs religieuses se sont souvent fort relâchées à certains moments de l'histoire », explique-t-il, se posant presque en conciliateur des extrêmes.

L'énergumène a décidé d'entremêler, cette fois, religion et carnaval.

« Je ne sais pas si je réconcilie les arts bibliques et laïques, mais je joue en tout cas volontiers avec l'imagerie religieuse. Que je digère et réinterprète. Ça part en général d'une impulsion provocatrice, mais ce n'est jamais par simple plaisir. Mon but demeure toujours le même : susciter la réflexion. »

Crocodile Jésus

Et ça commence dès le titre de l'expo : « Confessions publiques ». « Un titre à deux niveaux de lecture. Je suis fan d'Alain Bashung, dont le troisième album live porte le même nom. Et puis, de manière moins anecdotique, c'était une bonne idée de titre car elle contenait un fameux paradoxe. »

En poussant plus loin l'exploration du Musée d'Ixelles, on croise encore une Vierge Marie berçant un enfant à tête de crocodile, et même



© Jean-Jacques Serol

« Descente de croix », 2010.

un Jésus trapéziste affublé d'une robe de Barbie. « Jésus devait vraiment être un chouette mec. Il parlait d'amour, était l'ami des prostituées et de plein de gens différents », explique, un brin espiègle mais fier de lui, celui qui est « né dans un environnement très catholique mais a changé d'avis depuis. Dorénavant, je ne m'interdis plus rien. Mon art crée du plaisir justement parce que je fracasse des barrières. »

Et c'est cette même mentalité du débordement qui guide aussi les autres activités de Vincent Solheid. Que ce soit au cinéma, comme acteur dans *Le Grand Tour*, road-movie bien barré interprété par des acteurs non professionnels. Ou avec



« Le monstre à l'enfant », 2011.

© Jean-Jacques Serol

Toutefois, ses créations lui ont-elles aussi parfois valu des volées de bois vert ? « *La liberté se paie, évidemment. Ma façon de concevoir l'art me vaut parfois des remarques pas très sympas. Je n'ai pas enduré de réactions négatives au sujet de l'expo actuelle. Par contre, lors d'une exposition*

Lors d'une exposition précédente, certains travaux ont fait qu'une dame a hurlé « Blasphème ! ».

précédente, certains travaux ont fait qu'une dame a hurlé "Blasphème!". Puis s'est enfuie tellement vite que je n'ai pas eu l'occasion de discuter avec elle. Mais cette fois, même la Radio chrétienne francophone, RCF, veut aussi parler de moi. À mon avis, c'est un signe ! » ✝

son « Projet Eugénie », consistant à faire monter sur les planches des gens qui n'auraient normalement pas leur place dans un spectacle.

Bref, toujours ce besoin « de raconter des choses qui, dit-on, n'iraient soi-disant pas bien ensemble ». Et d'inverser les valeurs. Témoin : son œuvre « Les premiers seront les derniers », avec un Jésus-Christ cycliste en tête de sprint, comptant quelques longueurs d'avance sur le peloton composé de petits cyclistes en plastique. Une idée qui lui a valu le Prix du public de l'exposition POP-UP 2012. « *Depuis ce moment, je ne prétends pas que tout est parfait pour moi, mais c'est effectivement de temps en temps la vie en rose.* »



L'exposition « Confessions publiques » se déroule au Musée d'Ixelles jusqu'au 26 mai. Info : www.museedixelles.irisnet.be

Théâtre

La guerre des pauvres n'aura pas lieu

Trois mécanismes financent la création théâtrale professionnelle en Fédération Wallonie-Bruxelles : les contrats-programmes, pour les théâtres ; les conventions, pour les compagnies ; l'aide aux projets, pour des spectacles. Automne 2012, douche glacée sur le secteur, quand la ministre Laanan annonce que l'enveloppe consacrée à l'aide aux projets, déjà non indexée depuis 2000, se voit amputée de 45%. La mobilisation est immédiate et la ministre, qui entretemps s'est fendue d'un tweet fort peu diplomatique (le « combat de pauvres »), rétropédale et s'en va économiser ailleurs...

Par Luc Malghem
Auteur¹

Acte 2. Le 21 mars 2013, un communiqué du ministère détaille, cette fois, la redistribution des conventions aux compagnies... Les réactions du « métier » ont fusé sur les réseaux sociaux.

Michael Delaunoy : Prendre aux plus vieux pour donner aux plus jeunes. En voilà une noble cause. Que le Conseil de l'art dramatique, que mes pairs et pour certains d'entre eux mes frères de théâtre se soient prêtés à cette triste comédie me laisse sans voix. Voici venu le temps des gagnants et des perdants. Des « bankables » et des « has been ». Voici venu le temps des produits culturels que l'on encense aujourd'hui, que l'on méprisera demain. Voici venu le temps de la guerre des pauvres. Le temps de la peur. Ce n'est pas l'idée

que je me fais de cette profession. La première qualité d'un homme de théâtre est la capacité à l'émerveillement. Je continuerai à m'émerveiller. Mais en ce jour à marquer d'une pierre noire, cette tâche me semble un peu plus difficile.

Claude Semal : Je comprends mieux la chance que j'ai de ne pas recevoir de subsides : on ne peut pas me les couper. Ceci est une allégorie.

Jean-Michel d'Hoop : Point Zéro fait partie des « heureux gagnants »... On a un peu l'impression d'avoir joué dans une compétition sans l'avoir décidé et surtout sans en connaître ni le règlement intérieur ni les prix à gagner (ou à payer, c'est selon...). Au-delà, je pense qu'il y a une question à laquelle nous ne pourrions plus

¹ Propos collectés sur la page Facebook du collectif informel Conseil-dead, librement raccourcis et reproduits avec l'accord de leurs auteurs.

échapper: avons-nous les moyens d'assumer la professionnalisation de la centaine d'artistes qui sortent chaque année de nos écoles ?

Christophe Sermet: Je fais donc aussi partie du wagon de « gagnants ». Position délicate... celle de celui qui va devoir cracher dans la soupe. Ce qu'on me donne a été pris ailleurs, chez des amis, comparses de longue date, collègues que j'estime. Je suis choqué du désaveu qu'ils subissent. Oui, je sais... « Gagnants » ici n'est pas de moi, le terme est apparu entre guillemets sur FB. Et je comprends bien pourquoi.

Frédéric Dusenne: « Pont Zéro a indéniablement marqué la scène par ses qualités de pédagogue (développement d'une technique de jeu), mais actuellement, il ne génère plus une

grande demande en communauté française et ailleurs. (Sic).

Philippe Sireuil: Il n'y a pas que le « moins demandé » qui soit problématique dans cette affaire qui est, tactiquement, une réussite complète de la Ministre Fadila Laanan. Relisons Le Congrès des Tui de Bertolt Brecht...

Michael Delaunoy: Et ce que Charlie vient de publier : « *Il a été constaté que Charlie Degotte ne se trouve plus actuellement dans une phase "ascendante"*. »

Philippe Sireuil: En Belgique francophone, dans le théâtre, on reste jeune très longtemps et puis, sans crier gare, on prend un de ces coups de vieux...



© David Jans

20 novembre 2012, place Surlet de Chokier, Bruxelles. Les artistes du spectacle en colère mettent en scène l'enterrement de la culture devant les fenêtres du Ministère

Frédéric Dusenne: Un pays sans histoire a forcément du mal avec ce qui dure...

Philippe Allard: Je m'appelle Philippe Allard et j'ai 45 ans cet été. Mon nom ne vous dira rien: je fais du théâtre. Nous savions que le combat ne fait que commencer, alors je vous demande juste, que ferons-nous demain pour faire revivre le seul débat: les moyens attribués à la culture...

Frédéric Dusenne: Oui. Mais le problème qui se pose ne dépend pas directement de la ministre. Des représentants de la profession réunis au CAD ont brisé eux-mêmes la solidarité qui nous liait. Alors, même si c'est moins bandant, il faut avoir le courage de balayer devant notre porte. La vraie solidarité se vérifie au-delà des bons sentiments. Je ne perds pas espoir mais j'ai l'œil ouvert.

Jean Debeffe: Nous faisons trop d'honneur à ceux qui nous « distinguent ». Parlons de ce qui nous rassemble. Ceux qui, à tort ou à raison, ont été distingués portent maintenant la responsabilité d'inclure dans leur démarche, leurs créations et leur exposition médiatique future la solidarité organique qu'ils ont, j'espère, avec ceux qui ont été reniés. Il y va de l'avenir de tous.

Philippe Allard: Si cette crise peut nous amener à conscientiser la société, elle aura servi. Sinon, et sans l'espoir dont tu parles, Frédéric, nous pouvons tout arrêter. Courage.

Claude Semal: Un des membres du CAD me parlait de « décision courageuse ». Jusqu'à preuve du contraire, le courage, c'est de s'attaquer à ceux qui ont les clés du pouvoir. Pas de couper dans les subsides du voisin pour augmenter les siens.

Carmela Locantore: Frédéric Dusenne est un homme de théâtre, il continuera à faire du théâtre, et ça m'étonnerait que l'argent l'en empêche.

Renaud Van Camp: C'est précisément cela qui est terrifiant: miser sur la passion pour considérer les conditions de travail comme secondaires. Ne serait-ce pas à la faillite de l'idéal, du vivre ensemble, du projet collectif, que nous assistons, nous qui en sommes les acteurs, qui tentons vaille que vaille de faire profession de ces questions ?

Michael Delaunoy: L'enveloppe fermée ne justifie pas tout. On ne m'ôtera pas de l'esprit qu'une génération, à l'exception de quelques élus, est sacrifiée, et que globalement le théâtre de parole, pour reprendre l'expression de Pasolini, est mis au rebut sous prétexte de ringardise, ce qui est le jugement dramaturgique et esthétique le plus stupide qui se puisse concevoir.

Dimitri Botkine: Sans vision d'ensemble, sans regard politique ni revendications un peu plus « macro », vous allez jouer devant un public à qui, comme John Lennon, vous demanderez juste de secouer les bijoux... Les autres ne seront plus là, ils seront justes occu-

pés à survivre... ainsi qu'une grande partie d'entre vous.

Stéphane Arcas: Tu proposes quoi concrètement, Dimitri ?

Dimitri Botkine: J'invite tous les artistes à se mobiliser autour de la dette publique... D'une manière ou d'une autre, vous êtes dans la lumière, vous tenez le haut-parleur (plus qu'un manutentionnaire ou qu'une caissière)... servez-vous de cela pour dénoncer le problème à sa source... cette putain de dette publique illégale... Les artistes sont censés avoir l'outil dialectique, la culture nécessaire, non ?

Layla Nabulsi: Après, tenir compte du fait que nous vivons dans un pays qui regorge encore d'argent et qu'il ne manque que la volonté politique d'aller le chercher. Nous ne devons pas accepter ces coupes.

Jean Debeffe: Pour le pays qui regorge d'argent, OK. Mais obtenir que le budget de la culture soit doublé alors que celui des CPAS ou des crèches stagne, cela me semblerait une performance exceptionnelle. La plupart des gens de 25 ans que je connais —et qui ne sortent pas de l'INSAS— trouvent nul que le théâtre soit subventionné. Un ami comédien et pianiste de 50 ans me disait que son frère l'avait traité d'«assisté». Il avait la larme à l'œil. Démontrer à nos contemporains que la culture et son développement sont indispensables et pourquoi, c'est la tâche qui nous incombe. J'ai la tête qui tourne quand j'y pense.

John Dobrynine: Comment allons-nous nous révolter ?

René Georges: Tout ça, cette douleur, cette colère, ces frustrations, ces divisions, cette énergie... c'est la fin d'une belle histoire de théâtre, mais aussi —j'y crois— le début d'une autre. Sera-t-elle une histoire digne d'intérêt ? Rien n'est irrémédiable ni arrêté. Ces épreuves doivent nous renforcer. Que ceux qui peuvent donner à d'autres donnent d'une manière ou d'une autre. Donnons, oui, donnons encore un signal fort à la population. Un modèle de société se dessine toujours avec le théâtre. Nous sommes encore à cette place, même si cela semble de plus en plus fragile, voire désabusé. Ce n'est qu'un mirage. Le théâtre est plus fort que ça, il est une force libre, plurielle, collective et humaniste. En avant en avant en avant !

À suivre...

Acte 3: début 2014, remise à plat des contrats-programmes... 📌

« Jésus revient, Jéésus revient! »

Après «La Merditude des choses», «L'Entrée du Christ à Bruxelles» de Dimitri Verhulst dissèque non sans une sacrée dose d'humour caustique les convictions, contradictions, petits et gros travers des habitants de notre plat pays. Avec un Manneken-Pis déguisé en petit Jésus dont l'eau de la tuyauterie a été changée en bière pour l'occasion, pas de doute, on nage en pleine belgitude !

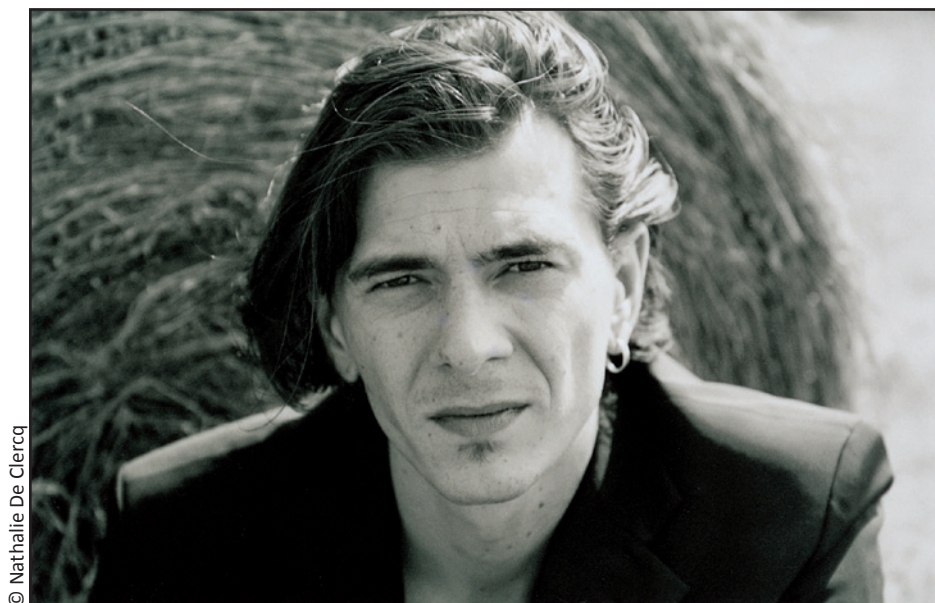
Amélie Dogot
Secrétaire de rédaction

Un clin d'œil au tableau éponyme de James Ensor en guise d'introduction. Amélie Nothomb avait déjà rendu hommage à la célèbre toile du peintre flamand avec une nouvelle, parue en 2005, dans laquelle le personnage principal s'arrêtait devant le tableau dans un musée bruxellois. Avec Dimitri Verhulst, auteur néerlandophone dont la réputation n'est plus à faire en région flamande et aux Pays-Bas,

on plonge dans le cœur du sujet cher à Ensor : la bêtise et la souffrance des citoyens, ici prêts à accrocher leur espoir d'un meilleur vivre ensemble à la «bonne nouvelle» répandue, avec le web en guise de trompette apocalyptique et personne pour penser à identifier la source *«inconnue mais fiable»* : *«La société avait beau être sécularisée à qui mieux mieux, la foi en Dieu, de manière générale, primait*



James Ensor, *L'Entrée du Christ à Bruxelles en 1888, 1889* (Getty Center, Los Angeles).



© Nathalie De Clercq

Dimitri Verhulst.

encore et toujours sur la foi du journalisme.»

Car nous ne sommes pas dans la jeune Belgique de 1889 –celle du paradigme des conflits des classes, des mutations économiques et de la grogne sociale des ouvriers liées au début de l'industrialisation–, mais bien dans la Belgique du début du XXI^e siècle –celle du compromis sur fond de tensions communautaires, de «l'immuable gouvernement provisoire», du séparatisme, des prêtres pédophiles, de l'infotainment et des centres fermés. Point de miséricorde, le ton est donné.

En attendant Son retour

Dans le flux des *news* de mauvais augure, la parousie du Messie –à Bruxelles et le 21 juillet, qui plus est!– fait l'effet d'une bombe de gaz euphorisant, à une exception près: «Pratiquement tous les frocs dans toutes

les communautés religieuses étaient compissés d'angoisse.» Car l'heure des comptes à rendre semble arrivée... L'effusion des préparatifs qui s'en suit, dans une capitale belge et européenne «gênée comme toujours par le bouillon de langues dans lequel elle mijote» mais qui retrouve «de façon complètement inattendue sa foi en elle-même», sert de prétexte à l'auteur pour dépeindre avec une autodérision féroce une société engluée dans un conflit politico-linguistique et dont les valeurs et les perspectives d'un avenir commun sont la proie du doute. Et l'auteur y va d'une plume acérée quand il s'agit de poser un regard critique sur sa Flandre natale qu'il a lui-même délaissée pour la Wallonie, fatigué par les flamingants; ce qui lui vaut d'ailleurs le sobriquet peu flatteur de *nestbevuiler* [salisseur de nid, NDLR] dont il se moque éperdument mais ne l'empêche pas de mettre en lumière le patrimoine culturel flamand dans «Quai des Belges/Vlaams Kaai»

(Arte) aux côtés d'Hadja Labib depuis 2012.

Le narrateur, à l'esprit tour à tour lucide et flouté par l'enthousiasme général et dont les relents de l'éducation catholique reçue à l'école sont prêts à se faire sentir, parmi la foule des «élus», participe de l'appréhension et des questions cruciales du moment. À qui Jésus va-t-il rendre visite en premier? Au couple royal dans son palais au risque d'une concurrence entre le roi du ciel et celui des Belges ou, plus logiquement, aux Siens dans les Marolles? Qui va pouvoir lui parler dans ce qui se rapproche le plus de sa morte langue maternelle, le néo-araméen? Une petite Syrienne tout droit sortie du centre de transit 127, pardi! Et surtout avec quel hymne l'accueillir sur le tarmac de l'aéroport national? *Jésus Christ Sex Symbol* des Brigitte, *Onze-Lieve-Vrouw-van-Vlaanderen* de Lodewijk De Vocht ou un *Notre Père* polyphonique et multilingue? Chaque détail de l'organisation du jour J (comme Jésus, bien sûr) entraîne son lot de négociations ferventes et d'accommodements raisonnés.

L'éveil métaphorique des consciences

On a donc ici affaire à un roman dans lequel toute ressemblance avec un personnage ayant existé est purement... non-fortuite et volontairement provocatrice. À la question «Pourquoi faire appel au Christ pour parler de la Belgique?» posée par *Le Soir* au moment de la sortie du livre en Flandre en 2011, Dimitri Verhulst de répondre: «C'est Balzac qui le premier a imaginé Jésus-

Christ en Flandre. Ensor l'a transformé en peinture. [Le fil de] Dieu, cela représente la conscience. Une force qui pour moi n'existe pas mais qui, de l'extérieur, met en question. Ce n'est pas la première fois que la Belgique se remet en question. Et ce n'est pas mauvais. Le problème est que ces interrogations sont nourries par la haine et les clichés.»

Plus la date fatidique approche, plus le sens même du retour du Christ sur terre tel qu'annoncé par la prophétie échappe à ceux-là mêmes qui l'espéraient du plus profond de leur foi. Et de leur athéisme aussi, les libres penseurs étant décrits par l'auteur comme «à l'affût, comme il se doit, de la richesse philosophique que pouvaient leur apporter la rencontre avec cet exemple éclairant pour beaucoup» tandis que les marxistes «qui, traditionnellement décrivaient le Nazaréen comme une grande seringue à morphine pour abêtir le peuple, louangeaient les traits de caractère anarchiste de celui qui, comme Che Guevara, avait préféré mourir pour Ses idéaux plutôt que de vivre dans le mensonge, et espéraient pouvoir bientôt Le saluer comme précurseur de la pensée de gauche».

Dans le tableau d'Ensor, Jésus entre effectivement dans Bruxelles, littéralement noyé dans une foule bigarrée, toutes tendances philosophiques confondues et avec pour preuve les calicots «Vive la sociale!» et «Vive Jésus, roi de Bruxelles!». La capitale envahie par les pèlerins qui s'apprête à acclamer son retour –à l'instar de Vladimir et Estragon, que Beckett a voulu naïfs et obstinés face à un espoir de changement dans *En attendant Godot*– risque aussi bien de ne jamais en voir la couleur. 🌿



Dimitri Verhulst, «L'Entrée du Christ à Bruxelles (en l'an 2000 et quelques)», traduit du néerlandais par Danielle Losman, Paris, Denoël & d'ailleurs, 2013, 148 pages.

Surveiller et bannir...

Par Milady Renoir
Écrivaine

Je ne suis pas vraiment en prison. Tu sais, j'ai quatre murs serrés contre les oreilles et les poings dans le sol mais pas complètement en prison. D'abord, je ne suis pas un tabou aux yeux de la société ou dans les dires du pouvoir, on parle souvent de moi, des autres comme moi, pénitents ou déferés. Je peux être zone d'ombres ou lumière aveuglante, selon la tendance. Ensuite, je suis inculpé, jugé coupable. Pour cause de sécurité. Je ne suis pas en prison, non, sinon, je serais mort, tu penses... avec ce qui s'y passe, quand on sait ce qui s'y passe vraiment. T'inquiète, je sors pas de là, de là où on m'a mis, c'est là où je suis, où je serais toujours, même si un jour je sors dehors. Une fois que t'as été listé, c'est écrit noir sur blanc, c'est fini, à vie, t'es tatoué dans l'âme. Mais je suis dedans, le petit trou. Tu pourras sortir ça de ta bouche que ça rassure la ménagère, l'entrepreneur, le parent, le garant. Je suis rangé dans la boîte mais pas mort, pas vraiment. J'ai entendu un fonctionnaire international s'exprimer, un de ceux qui méritent salaire, posture et quatre façades. Un averti des actualités, des Histoires, des frontières, des flux, des enjeux. Fils de diplomate, enfant de hautes écoles, un gentil «noble». De digression en digressions, monsieur Cramoisi, tout cordial, annonce

qu'il n'est «pas spécifiquement pour la peine de mort mais depuis qu'internet, la télévision et la drogue sont aussi accessibles que le dioxyde de carbone aux cyclistes, faudrait quand même penser à resserrer les barreaux». Y a plus d'prisons, chère madame. Ah l'adage *que le prisonnier sente le prisonnier!* Personne ne regrette le temps du châtimement... si seulement j'avais perdu main, bout de langue ou tranche de crâne, on en serait resté là, œil pour dent mais on m'a mis ici dans la cave pour que je m'agenouille, que je m'éteigne à chaque unité crayonnée sur le mur. À la montée du drapeau, au son du cornet, j'entame la comptine du panoptique. J'ai les yeux enflés de myxomatose. Mortifère, mon clapier? Rince-toi donc l'œil dans le judas. Les gens cachés vivent heureux, non? On m'a maintes fois traité d'effroi pour cœurs sensibles, de honte d'humanité et autres insultes banales mais démocratiques. Remarque, j'ai de la chance... Si j'étais en Azerbaïdjan, en Chine ou aux US, t'imagines? J'aurais vue sur le bout du tunnel, sans détour. Ici, c'est double langage et double tour, je sais pas si c'est pire ou... Bon, je t'ai pas tout dit... Tu m'écoutes vraiment? Tu sais, toi, à qui profite le crime de la prison? ♣

Merci à Valérie Vanhoutvinck, cinéaste et écrivain public en prisons et à Jann-Marc Rouillan (*Chroniques carcérales*, 2004-2007).



LE MOIS prochain

Dossier : Europe et laïcité

On sait les difficultés d'instaurer une Europe sociale sur base d'une union économique. Il n'est pas plus évident d'instituer une Europe laïque. Les résistances parlementaires, l'action des lobbys, les jeux d'influences font qu'il y a loin de la coupe aux lèvres dans la séparation des Églises et de l'Europe.

Libres ensemble

Si pour beaucoup de travailleurs, l'intérim tient lieu de contrat de travail durablement précaire, le commerce des armes, lui, se porte bien. Raison de plus pour soutenir les mouvements féministes, le travail de rue et de combattre avec force et vigueur l'inquiétante recrudescence de l'antisémitisme dans nos sociétés.

International

Israël après les élections : reste-t-il un espoir pour une politique de paix ?

Culture

La musique comme moyen de résistance, il suffisait d'y penser. L'histoire a montré à quel point elle pouvait soutenir les révolutions.

Annonces

Musique, ciné, livres, conférences... les bonnes énergies



dossier LES JEUNES ET LE SPORT

Éduquer n°97 vient de paraître.

La sédentarité étant aujourd'hui le quatrième facteur de risque de mortalité au niveau mondial, il est devenu primordial de promouvoir l'activité physique au plus tôt dans le mode de vie de l'individu.

En Belgique francophone, seulement 30% des garçons et 18 % des filles de 11 ans pratiquent au moins une heure d'activité physique d'intensité modérée à soutenue par jour. A l'âge de 15 ans, ces chiffres tombent respectivement à 17% et 10%.

Pour nous contacter :
Ligue de l'Enseignement et de l'Éducation permanente asbl
Rue de la fontaine, 2 - 1000 Bruxelles
02/511.25.87 - eduquer@ligue-enseignement.be
www.ligue-enseignement.be

ESPACE de Libertés

Rédacteur en chef:

Yves Kengen

Secrétaire de rédaction:

Amélie Dogot

Production:

Fabienne Sergoyne

Documentaliste:

Anne Cugnon

Dessins:

Dominique Goblet-Kai Pfeiffer

Graphisme:

YEBOgraphics

Imprimeur:

Kliemo

Fondateur:

Jean Schouters

Abonnement

10 numéros

Belgique: 20€, Étranger: 32€
par virement au compte du CAL:
IBAN: BE16 2100 6247 9974
BIC: GEBABEBB

TVA: BE 0409 110 069
ISSN 0775-2768
Centre d'Action Laïque
Campus de la Plaine ULB, CP 236
Avenue Arnaud Fraiteur
1050 Bruxelles
Tél: 02 627 68 68 - Fax: 02 627 68 01
E-mail: espace@laicite.net

Photo de couverture: © F. Monteforte/AFP

Membre de l'Association des Revues Scientifiques et Culturelles (ARSC)
Avec l'appui de l'Administration générale de la Recherche scientifique -
Service général du pilotage du système éducatif - Ministère de la
Fédération Wallonie-Bruxelles.

Conformément à la loi du 8 décembre 1992 en matière de protection de
la vie privée, le Centre d'Action Laïque est maître du fichier d'adresses
qu'il utilise. Vous pouvez obtenir auprès du CAL vos données person-
nelles et les faire rectifier.



La Pensée et les Hommes

À la radio

Tous les samedis sur La Première vers 19h05 (ou 22h30)

À la télévision

DIMANCHE	SAMEDI	DIMANCHE
12 MAI	18 MAI	12 MAI
9h20	10h30	18h55
sur la UNE	sur la TROIS	

La révolution tunisienne face au défi social

L'Europe et le monde occidental sous-estiment un immense défi auquel la Tunisie post-révolutionnaire est pourtant largement confrontée : la mise en place d'une véritable politique économique et sociale
Une production CAL/CLAV

MARDI	SAMEDI
22 MAI	25 MAI
Fin de soirée	18h55
sur la UNE	sur la TROIS

Les ASBL et les fondations d'aujourd'hui

La nouvelle loi sur les ASBL: bilan et perspectives
Jean-François Istasse et Jacques Lemaire

DIMANCHE	SAMEDI	DIMANCHE
26 MAI	1 JUIN	12 JUIN
9h20	10h30	18h55
sur la UNE	sur la TROIS	

Un francophone insoumis

Comment un Belge francophone se définit-il culturellement ?
Pascal De Sutter, Marc Wilmet et Jacques Lemaire

MARDI	VENDREDI
4 JUIN	7 JUIN
Fin de soirée	18h55
sur la UNE	sur la TROIS

Le rôle de l'humour dans la personnalité

L'humour, fonction d'identité des personnes et des peuples
Willy Szafran et Jacques Lemaire

DIMANCHE	SAMEDI
9 JUIN	15 JUIN
9h20	10h30
sur la UNE	sur la UNE

Les difficultés de l'incroyance

Quand les incroyants sont victimes de l'oppression des croyants
René Pommier, Baudouin Decharneux et Jacques Lemaire



Les Pompes Funèbres Générales de Belgique

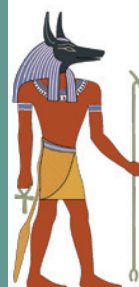
s.a. **Tielemans**

Maison fondée en 1875

**Funérailles civiles
de toutes classes et crémation**

Chaussée d'Alsemberg 19 - 1060 Bruxelles
Tél. 02 537 05 64

Direction: Michèle et Jacques Delrieu-Raulier



Liberté,
j'écris ton nom

